

INFORMATION TO USERS

This manuscript has been reproduced from the microfilm master. UMI films the text directly from the original or copy submitted. Thus, some thesis and dissertation copies are in typewriter face, while others may be from any type of computer printer.

The quality of this reproduction is dependent upon the quality of the copy submitted. Broken or indistinct print, colored or poor quality illustrations and photographs, print bleedthrough, substandard margins, and improper alignment can adversely affect reproduction.

In the unlikely event that the author did not send UMI a complete manuscript and there are missing pages, these will be noted. Also, if unauthorized copyright material had to be removed, a note will indicate the deletion.

Oversize materials (e.g., maps, drawings, charts) are reproduced by sectioning the original, beginning at the upper left-hand corner and continuing from left to right in equal sections with small overlaps. Each original is also photographed in one exposure and is included in reduced form at the back of the book.

Photographs included in the original manuscript have been reproduced xerographically in this copy. Higher quality 6" x 9" black and white photographic prints are available for any photographs or illustrations appearing in this copy for an additional charge. Contact UMI directly to order.

UMI

A Bell & Howell Information Company
300 North Zeeb Road, Ann Arbor MI 48106-1346 USA
313/761-4700 800/521-0600



Université d'Ottawa • University of Ottawa

**LES EFFETS DE LA RÉGULATION INTERNATIONALE
SUR LES FORMATIONS SOCIALES ALGÉRIENNE ET
BRÉSILIENNE**

par
 Jean Cintrat

Thèse déposée à l'École
des études supérieures et de la recherche

Directeur : professeur Paul-Normand Dussault

Université d'Ottawa

Novembre 1997



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Acquisitions et
services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence

Our file Notre référence

The author has granted a non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of this thesis in microform, paper or electronic formats.

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de cette thèse sous la forme de microfiche/film, de reproduction sur papier ou sur format électronique.

The author retains ownership of the copyright in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

0-612-26310-X

LES EFFETS DE LA RÉGULATION INTERNATIONALE SUR LES FORMATIONS SOCIALES ALGÉRIENNE ET BRÉSILIENNE

par
Jean Cintrat

Université d'Ottawa
Novembre 1997

Ce travail porte sur les stratégies de développement économique que l'Algérie et du Brésil élaborent dans le contexte de la régulation internationale et de la division internationale du travail (D.I.T.) du début des années 60 au seuil des années 80.

L'objectif fondamental de ce travail consiste à examiner les modalités d'insertion de ces deux pays dans une D.I.T. en mouvement. L'étude vise à démontrer la capacité qu'ils ont de résister à l'insertion dans la D.I.T. et de développer des politiques de développement industriel autonome. Nous avançons d'une part que, grâce à ses politiques de développement introverties, l'Algérie a résisté plus longtemps que le Brésil à l'insertion dans la D.I.T. et que d'autre part, l'Algérie a développé une base industrielle davantage axée sur les besoins internes que le Brésil.

Or, face aux déséquilibres internes, aux blocages de l'industrialisation, à la concurrence avec les pays développés et aux limites de la substitution des importations et des exportations, l'insertion dans l'économie mondiale et la soumission au capital international se sont avérés inévitables pour ces deux pays.

PLAN

Introduction

- | | | |
|-----|-------------------------------------|----|
| i) | Méthode et concepts | 1 |
| ii) | Objet de la recherche et hypothèses | 11 |

Partie I : La résistance face à la Division internationale du travail 14

- | | | |
|--------------|--|----|
| Chapitre I | - Le capitalisme d'État | 14 |
| Chapitre II | - La stratégie de développement industriel | 24 |
| Chapitre III | - Les conditions faites aux capitaux étrangers | 37 |
| Chapitre IV | - La dette | 47 |
| Chapitre V | - Le contrôle des ressources | 52 |

Partie II : Le développement d'une base industrielle 55

- | | | |
|---------------|---|----|
| Chapitre VI | - Les investissements moteurs | 56 |
| Chapitre VII | - La prospection des marchés internationaux | 64 |
| Chapitre VIII | - Les limites de l'industrialisation | 67 |
| Chapitre IX | - La précarité du tissu industriel | 79 |

Partie III : Les exigences différenciées de la régulation internationale 83

- | | | |
|---------------|---|-----|
| Chapitre X | - La protection des intérêts du centre et la garantie des investissements | 87 |
| Chapitre XI | - L'élargissement de la production et l'acquisition des facteurs de production à moindre coût | 93 |
| Chapitre XII | - L'homogénéisation de la consommation et de la production | 99 |
| Chapitre XIII | - L'intégration de la périphérie à l'économie mondiale | 104 |

Conclusion 109

Référence 119

Bibliographie 129

Introduction

i) Méthode et concepts

Un survol rapide des pays n'appartenant ni au groupe des pays occidentaux ni à l'ancien bloc socialiste, les pays dits du Tiers-monde ou du Sud, révèle l'ampleur des inégalités économiques et sociales qui existent à l'échelle de la planète. La disparité des revenus entre groupes de pays atteint un degré jamais égalé. Dans les pays les moins développés, la paupérisation ne cesse de s'aggraver.

Ainsi, les niveaux de développement des économies sont très disparates. D'un côté se trouvent les pays du Nord, industrialisés et riches, de l'autre, les pays du Sud principalement agricoles et pauvres. Aujourd'hui, toutefois, le clivage Nord-Sud n'est plus aussi franc qu'il l'était au moment de la décolonisation des années 60. Un nouveau phénomène est en effet apparu au cours des années 70 : l'émergence des nouveaux pays industrialisés (NPI), dont les principaux sont les quatre pays d'Asie du Sud-Est (Corée du Sud, Hong Kong, Singapour et Taiwan), le Brésil, l'Algérie, le Mexique et l'Inde.

Nous avons choisi d'orienter notre étude vers ce groupe, et plus particulièrement vers l'Algérie et le Brésil, car ces deux pays passent, dans certaines régions du Sud, parmi ceux qui ont le mieux réussi. Pourtant, les deux pays ont entrepris leur développement industriel dans un contexte économique-politique diamétralement opposé. C'est principalement cette disparité qui attire l'attention.

La démarche théorique qui permet d'aborder cette particularité du développement international s'organise en plusieurs volets et fait appel à une variété de concepts. La première étape consiste à circonscrire le cadre d'analyse et à définir la méthodologie qui semblent le mieux correspondre à la problématique. La deuxième étape implique le choix d'une étude de cas permettant d'évaluer la portée pratique du modèle théorique choisi et de jauger la validité des hypothèses.

Entreprendre une analyse comparative entre des pays qui, à première vue, ont peu de caractéristiques communes commande l'usage d'un cadre d'analyse précis. Nous avons à cette fin repris les concepts tirés des travaux de réflexion de plusieurs auteurs se spécialisant dans l'étude des relations internationales et du développement international. C'est en mariant ces concepts avec l'objet de notre étude que nous parviendrons à définir le cadre d'analyse à l'intérieur duquel nous mènerons notre recherche. Le premier concept auquel nous nous intéresserons est celui de l'économie-monde.

L'économie-monde désigne le processus de multinationalisation des firmes et des banques sur un espace mondial. Les relations économiques qui se forment dans cet espace mondial permettent de parler de l'émergence de l'économie-monde. L'espace mondial est divisé en sous-espaces dont chaque division correspond à une formation sociale, c'est-à-dire un réseau d'interactions et d'échanges regroupant un ensemble d'individus. Les relations sociales au sein de ces formations sont façonnées par l'activité économique qui s'y trouve et qui dépend elle-même de l'économie-monde dont les formations sociales sont partie intégrante.

À l'heure actuelle, l'économie-monde est structurée en réseaux hiérarchisés. Le rapprochement des territoires nationaux par des liens économiques plus étroits et plus spécifiques s'établit selon des réseaux d'où découlent des rapports centre-périphérie répondant à une certaine hiérarchie. D'une part l'économie-monde est une création du système capitaliste dont la reproduction s'effectue à l'échelle mondiale. D'autre part, le développement de la production à l'échelle mondiale évolue de manière inégale.

Le centre, formé des pays riches, domine la périphérie, formée des pays pauvres, et les échanges se hiérarchisent selon les positions des économies nationales ou transnationales dans le système monde et selon les réseaux qui s'y créent avec à leur tête, entre autres, les multinationales. Le tout est soumis à la régulation internationale qui organise le fonctionnement de l'ensemble des structures économiques de l'économie-monde. Élaborée par les États puissants du monde développé et les firmes multinationales, la régulation internationale est la charnière entre la division internationale du travail (DIT) et la mondialisation.

Les conditions de mise en valeur du capital productif commandent la DIT, c'est-à-dire le partage de la production mondiale entre les pays. La mondialisation impose le mouvement entre un certain nombre de valeurs et d'objectifs, notamment en ce qui concerne les normes de consommation. La régulation internationale, quant à elle, assure la cohésion de l'ensemble et constitue la pierre angulaire de la mondialisation. Toutefois, même si sa portée est «globale», c'est-à-dire qu'elle englobe tous les types de formations sociales, la mondialisation n'en est pas moins asymétrique et les contrecoups qu'elle provoque sur les pays sont largement inégaux. Une bonne partie des pays du Sud se

trouvent perdants dans ce mode de distribution des richesses au profit des pays du centre mieux pourvus en moyens de production.

Dans le cadre de ce travail, nous mettons l'accent sur les deux composantes obligatoires de la mondialisation : l'internationalisation de la production, dont la finalité est d'orienter le capital vers les investissements les plus productifs; et l'internationalisation de l'État dont la finalité est de faire de chaque État le principal instrument de l'ajustement de l'économie nationale à l'économie mondiale.

La mondialisation des échanges a créé un espace économique mondial, alors que la polarisation des systèmes économiques nationaux et la structure des réseaux maintiennent un développement inégal et empêchent le monde d'accéder au stade de société intégrale¹, c'est-à-dire une société où chaque formation sociale contribue et profite à part égale du développement de l'ensemble. En outre, nous devons examiner les types de régime d'accumulation pour mieux apprécier les différenciations à l'intérieur même du Tiers-monde.

Aux fins de notre étude, nous retiendrons les trois types d'économie² qui semblent avoir eu le plus de succès au Tiers-monde: les régimes rentiers, les régimes à industrialisation introvertie et les régimes mixtes.

Le régime rentier, que l'on retrouve par exemple en Algérie, se caractérise par un faible degré d'industrialisation et une économie où l'extraction du pétrole occupe une place très importante. Deux problèmes majeurs surgissent dans ce type de régime. Premièrement, un blocage de la croissance industrielle résulte d'une déconnexion structurelle des branches de l'industrie. La branche d'exportation dynamique a peu de

liens avec les autres branches moins profitables. Normalement, il est de la responsabilité de l'État de remédier à ce problème car il représente le seul lien entre les secteurs.

Deuxièmement, ce type de régime subit les contrecoups de «l'effet de pétrolarisation³», c'est-à-dire une dépendance toujours croissante à l'égard de ses ressources énergétiques. Il en résulte, d'une part, une baisse de production dans les secteurs moins rémunérateurs et, d'autre part, une baisse de productivité des autres activités d'exportation par rapport au pétrole. La conjugaison de ces effets entraîne des difficultés sur le plan de l'absorption des revenus d'exportation de pétrole et de la transformation des rentes en capital productif.

Pour faire contrepoids, l'État est amené à injecter une grande partie des revenus du pétrole dans les services publics ou dans les entreprises d'État. La lourdeur de la fonction publique et la quantité d'investissements publics qui en résultent s'accompagnent d'un fort taux d'inflation que le gouvernement tente de corriger le plus souvent en surévaluant la monnaie. En outre, une monnaie forte rend les exportations moins concurrentielles et encourage les importations. Paradoxalement, les NPI à régime rentier bénéficient d'un important revenu mais ne réussissent pas pour autant à éliminer leur déficit commercial.

Les régimes à industrialisation introvertie, quant à eux, sont inféodés à la stratégie de substitution des importations. L'Algérie, dans une certaine mesure, appartient également à ce groupe de pays. Dans leur cas, le marché domestique occupe une place primordiale dans le processus d'industrialisation principalement parce que la production industrielle est axée sur le marché interne et n'est généralement pas compétitive sur le marché international, d'où le qualificatif «introverti⁴». Comme la presque totalité des

biens d'équipement nécessaires à l'industrie doivent être achetées à l'extérieur du pays, la dépendance à l'égard du secteur d'exportation primaire rend la production interne tributaire des aléas du marché international. De plus, le marché interne, de taille trop réduite, offre peu de débouchés pour la production domestique.

Les économies à régime mixte⁵ sont celles qui atteignent le stade le plus complexe du processus par lequel les États conservent le mieux la plus-value de leur production nationale, c'est-à-dire l'accumulation. Elles privilégient la substitution des importations, accordent une grande place au marché domestique, et assurent une meilleure articulation entre les secteurs de l'industrie. Elles demeurent assez fermées face au commerce international, mais sont par contre à la fois très axées sur les importations industrielles et très ouvertes à l'investissement direct (tout prêt à une entreprise à l'étranger ou tout achat de part dans cette entreprise dont une bonne partie de la propriété est entre les mains de résidents du pays investisseurs).

Malgré sa réussite apparente, le régime mixte est néanmoins en butte à des problèmes endogènes. Des déséquilibres entre branches industrielles provoquent une sous-utilisation des capacités de production et induisent une hausse de l'inflation. Certaines des caractéristiques de ce type de régime semblent davantage présentes au Brésil.

Rajoutons que les facteurs à l'origine des difficultés économiques des pays du Sud ne sont certainement pas étrangers à la crise économique qui afflige l'ensemble du monde depuis les années 70. À la source de cette crise se trouve une succession de chocs

monétaires, pétroliers et boursiers, lesquels ont occasionné une stagnation des profits plus ou moins accentuée pour certains pays, de même que l'inflation et le chômage.

À la lumière de cette typologie, nous comprenons qu'il convient de mener l'étude des rythmes de croissance en mettant l'accent sur la dimension endogène des difficultés de la périphérie. La qualité de la main-d'oeuvre, les normes de consommation, le processus d'industrialisation, la demande interne et l'affectation du capital productif sont autant de facteurs qui demandent un examen attentif.

Nous avons vu que la disponibilité des ressources n'est pas forcément garante du développement. En outre, l'industrialisation des pays en développement ne crée pas sa propre demande parce que l'importation d'une grande partie des inputs, si elle augmente l'offre, ne redistribue pas forcément les revenus pour stimuler la demande. Il y a donc souvent une disproportion entre la taille des facteurs de production et le potentiel d'absorption des marchés nationaux. Le problème résiderait au niveau de l'équilibre entre l'offre et la demande.

La nécessité d'une augmentation parallèle de l'offre et de la demande globale est ainsi apparue comme un problème majeur du développement mais il ne peut être compris à l'intérieur d'une problématique qui ne considère que l'augmentation de l'offre globale⁶.

De manière à atteindre l'équilibre souhaitable, seul un agent économique plus ou moins détaché du marché peut entrer en jeu, l'État. Ainsi, l'État joue un rôle non négligeable dans le développement d'un pays et il peut largement influencer sur les rythmes de croissance. Si l'on considère que le marché est incapable à lui seul d'effectuer l'accumulation et surtout l'affectation des facteurs de production, l'État s'impose comme

acteur capable de mieux gérer l'activité économique. Par ailleurs, les marchés nationaux, de la périphérie sont trop étroits et les activités qui y sont menées sont souvent déconnectées les unes des autres.

Le capitalisme d'État est le moyen par lequel l'État s'immisce dans les activités économiques du pays en limitant et en régularisant le champ d'action de l'autre capitalisme, celui du capital privé. Tant les pays socialistes que les pays capitalistes avancés ou les pays du Tiers-Monde font usage du capitalisme d'État. Ils s'en servent tous à des degrés divers pour contrôler l'économie nationale.

Dans les pays avancés, le capitalisme d'État a été un important facteur de développement même s'il tend à être sous la coupe des monopoles⁷. En effet, ces derniers exercent de fortes pressions sur l'appareil d'État afin d'obtenir des politiques économiques et sociales qui répondent aux intérêts économiques des grands groupes capitalistes. L'intervention de l'État dans l'économie n'est plus alors qu'un moyen dont se servent les monopoles pour assurer la reproduction du système capitaliste.

Dans les pays en voie de développement, le capitalisme d'État est un outil primordial de développement. Idéalement, il devrait avoir pour objet premier d'assurer l'accumulation du capital nécessaire à la reproduction des facteurs productifs et de redistribuer également les ressources.

L'intervention de l'État est, comme nous l'avons vu, une nécessité. C'est un outil indispensable au processus d'élimination du sous-développement, c'est-à-dire à la restructuration de l'économie, à l'acquisition de la souveraineté nationale et donc à l'élimination des principaux obstacles à un développement national intégré, endogène et autodéterminé⁸.

Il arrive toutefois que l'interventionnisme étatique ait des effets néfastes sur l'économie des pays pauvres. Le capitalisme d'État peut servir, à l'instar de ce qui se passe dans les pays développés, à protéger les intérêts de la classe dominante et du capital monopolistique. Dans ce cas, l'intérêt général de la population est relégué à l'arrière-plan. Par contre, dans quelques cas, le capitalisme d'État demeure un outil indispensable du développement économique, à condition d'être bien utilisé. «Le contenu social du capitalisme d'État peut varier d'un État à l'autre et à l'intérieur d'un même État en fonction de la nature de l'État et de son évolution⁹.»

Les pays du Sud ont tendance à se servir du capitalisme d'État pour contrer le capitalisme étranger. Dans la plupart de ces pays, le capitalisme d'État semble être au service de la bourgeoisie nationale dont l'intérêt est de construire une économie nationale indépendante et prospère.

Les différentes classes et formations sociales ont des aspirations et des points de vue différents quant à l'utilisation du capital d'État. La réussite d'une économie dépend de plusieurs facteurs. Deux éléments s'y retrouvent : les rapports qu'entretiennent entre elles les différentes couches de la société et la convergence des intérêts respectifs.

La réussite du capitalisme d'État repose donc sur sa capacité de stimuler les activités des capitaux nationaux, ou parfois même, d'empêcher ces capitaux de se déplacer au gré des décisions de leurs détenteurs. En outre, le capitalisme d'État peut tout à fait s'harmoniser avec les intérêts de la classe nationale bourgeoise. Il peut ainsi évoluer de plusieurs façons.

Il arrive qu'au bout d'un certain temps, le capitalisme d'État cède la place au capitalisme national privé ou bien à un capitalisme monopoliste d'État, ou encore à un système d'économie planifiée, à tendance socialiste, ou enfin à un capitalisme bureaucratique d'État davantage orienté vers un mode de production capitaliste¹⁰. Deux grandes options s'offrent donc au capitalisme d'État, soit l'option socialiste et l'option capitaliste. Dans le cas de bien des pays sous-développés, le choix se fait en fonction de l'héritage colonial et de l'évolution des facteurs économico-politiques internes du pays.

Il semble bien que, dans l'un ou l'autre cas, le résultat du développement socio-économique se révèle insatisfaisant. En effet, à cause des exigences de la mondialisation, l'État se voit dans l'obligation d'encourager une économie tournée vers l'extérieur afin de pouvoir ponctionner les revenus pour financer l'économie intérieure incapable de s'autosuffire. Cette méthode d'accumulation pose problème du fait qu'une économie orientée vers l'extérieur se trouve inmanquablement inféodée au capital international.

ii) Objet de la recherche et hypothèses

À la lumière des concepts présentés ci-dessus, nous allons examiner le développement économique de deux pays en voie de développement, l'Algérie et le Brésil, lesquels ont de prime abord peu de ressemblances socio-économiques et appartiennent respectivement aux continents africain et latino-américain. Notre démonstration portera sur leur capacité de résistance à la division internationale du travail (DIT) et sur leurs efforts de développement industriel autonome au cours des années 60 et 70, jusqu'au seuil des années 80. Par capacité de résistance à la DIT, nous entendons la faculté qu'a une économie nationale d'élaborer ses propres outils de développement pour défier les conséquences de la régulation internationale liées aux conditions de reproduction du capital productif international.

Une brève analyse suffit à montrer l'ampleur de la divergence des modèles de développement pour lesquels l'Algérie et le Brésil ont opté. L'Algérie et le Brésil semblent différents autant du point de vue de leurs situations géographiques que de leurs traditions culturelles, de leurs religions, de leurs ethnies, de leurs populations, etc. Or si nous avons choisi ces deux pays pour notre analyse comparée, c'est que chacun d'eux a suivi un itinéraire particulier de développement économique tout en ayant au départ sensiblement les mêmes atouts et les mêmes handicaps.

Au début des années soixante, ces deux pays se trouvent dans une position défavorable en ce qui a trait à la division internationale du travail. Leur économie respective dépend de l'exportation de produits primaires.

Au cours des années 60 et 70, l'Algérie et le Brésil élaborent une politique de développement industriel tout à fait caractéristique; l'un et l'autre se situent aux antipodes. D'un côté l'Algérie opte pour un projet socialiste en préconisant l'introversion de ses appareils productifs; de l'autre, le Brésil s'engage dans un capitalisme extraverti et ouvre largement ses portes à l'investissement étranger.

En une vingtaine d'années, chaque pays atteint à sa façon un niveau de développement industriel appréciable, dont la croissance, notamment en ce qui concerne l'Algérie, est comparable à celle des pays développés de la même époque.

Toutefois, il s'agit d'une réussite mitigée. Aucun des deux pays ne parvient vraiment à un stade de développement accompli. Nous attribuons cette demi-réussite aux obstacles incontournables auxquels ces deux pays se heurtent : les exigences de la régulation internationale, conséquences de leur position respective dans la DIT. L'Algérie et le Brésil doivent moduler leurs politiques économiques en fonction des critères du marché et du capital international, le plus souvent au détriment de leurs propres besoins nationaux.

S'inspirant des tableaux brièvement esquissés, deux hypothèses principales guideront la recherche :

1) Grâce à ses politiques économiques introverties, l'Algérie a, par rapport au Brésil, résisté plus longtemps à l'insertion dans la division internationale du travail.

2) Grâce à ses politiques économiques introverties, l'Algérie, plus que le Brésil, a développé une base industrielle davantage axée sur les besoins de consommation et les capacités de production internes.

Les phénomènes observés dans le cadre de cette étude de cas peuvent s'appliquer à l'ensemble de la planète dans la mesure où les rapports économiques issus du capitalisme s'inscrivent dans une tendance globalisante. Tous les nouveaux pays industrialisés s'articulent à l'espace multinational; certains plus rapidement que d'autres. Chacune des économies est confrontée au mode de reproduction du capitalisme mondial qui conduit à la spécialisation internationale, à la pénétration des multinationales, à la détérioration des termes de l'échange.

L'étude comparative porte sur la période 1960-1980. Elle propose une grille de lecture pour mieux situer les bases de la régulation et ainsi examiner les bouleversements apparus au cours des deux décennies de même que l'évolution ultérieure de deux trajectoires distinctes.

Partie I

La résistance face à la division internationale du travail

Chapitre I

Le capitalisme d'État

Le capitalisme d'État peut être conçu comme le moyen dont dispose l'État pour, d'une part, encadrer le capital national dans la lutte contre la domination et la concurrence internationale et, d'autre part, maintenir un certain degré de cohésion nationale.

Théoriquement, la façon la plus sûre pour qu'un État du Tiers-monde se développe de façon endogène consiste à dégager un surplus économique dans la production nationale.

Il incombe alors à l'État de nationaliser et de prendre le contrôle des moyens de production pour empêcher la consommation improductive, le gaspillage des ressources et surtout le prélèvement des surplus par les investisseurs étrangers. Au cours des années 60, plusieurs pays du Sud suivent ce principe, notamment l'Algérie et le Brésil.

Il semble que, contrairement au Brésil, l'Algérie ait mieux assuré l'articulation entre les différentes branches industrielles lui permettant de mieux utiliser ses capacités de production. Il faut attribuer cette réussite au capitalisme d'État dont l'Algérie a su tirer meilleur parti que le Brésil. En outre, le mode de gestion du capitalisme d'État explique probablement en grande partie les blocages structurels et les rythmes de croissance inégaux entre les deux pays.

L'Algérie :

C'est au moment de l'indépendance de l'Algérie que les dirigeants entreprennent de lutter contre la forme classique de la dépendance, c'est-à-dire contre la domination coloniale. À cette époque, par suite des accords d'Évian¹¹ de 1962 qui marquent la fin de la guerre, à peu près toute la production est entre les mains de la bourgeoisie de la métropole. La première initiative des autorités algériennes a pour but de soustraire ses ressources naturelles de l'emprise du capital métropolitain. Or, cela ne peut pas se faire avec le concours de la bourgeoisie indigène, celle-ci étant trop faible pour survivre sans l'aide de la métropole, la France. Seul l'État possède la capacité de reprendre les industries des mains de la bourgeoisie étrangère et c'est l'État, par conséquent, qui devient le principal instigateur des stratégies d'industrialisation dans ce pays.

À cause de sa prise de position radicale, l'État algérien se trouve confronté au capital de la métropole qui s'est profondément incrusté dans l'économie algérienne au cours des décennies. Les dirigeants choisissent l'étatisation et la planification centralisée d'inspiration socialiste comme instrument de neutralisation du capital étranger. Le gouvernement, toutefois, ne nationalise pas immédiatement tous les secteurs productifs du pays. Au contraire, pendant quelque temps, l'économie nationale doit coexister avec les capitaux étrangers. L'état précaire de l'industrie algérienne au moment de l'indépendance ne permet pas une rupture totale avec la métropole.

Ce n'est que vers la fin des années 60, à la suite de la Charte d'Alger de 1964, que tous les secteurs clés de l'économie sont nationalisés, en particulier les hydrocarbures et le

gaz, sur lesquels l'État instaure un véritable monopole. La Charte, au travers de laquelle l'État exprime le rôle qu'il compte jouer pour réaliser le socialisme en Algérie, reprend les grandes lignes du Programme de Tripoli. En somme, le gouvernement réitère sa volonté de construire une économie nationale autosuffisante, d'améliorer les conditions de vie de ses citoyens et de concevoir une politique extérieure indépendante¹².

Par ailleurs, la nationalisation des industries extractives va bien au-delà de ce que préconise la Charte dans la mesure où les projets d'association avec le capital étranger sont totalement abandonnés. La création de la Société nationale de recherches et d'exploitation minière, la *Sonarem*, en 1967 en témoigne. Assez rapidement, se met en place une puissante classe dirigeante suffisamment monolithique pour définir des politiques de développement autonome qui répondent à l'intérêt national. Le capitalisme d'État algérien se donne l'objectif clairement défini d'exercer le contrôle global de l'économie nationale et d'assurer la redistribution du produit social.

La nationalisation graduelle des secteurs industriels va permettre à une certaine couche de la société algérienne de saisir le pouvoir économique. On voit alors naître une nouvelle forme de bourgeoisie, la bourgeoisie d'État constituée de technocrates haut placés. La création des sociétés nationales telles que la *Sonatrach* en 1963 et la société nationale de sidérurgie en 1964 va consacrer la naissance de cette bourgeoisie d'État¹³.

La nouvelle classe dirigeante se retrouve à la tête d'un grand nombre d'entreprises nationales fondées au cours des cinq années suivantes dans chacune des grandes branches de production¹⁴. Chaque société regroupe toutes les industries d'un même secteur et en contrôle toutes les activités depuis les importations de produits (inputs) jusqu'au

financement. Une particularité notable de ces sociétés héritières du comportement bourgeois en affaires est d'être étatiques au niveau de la propriété, mais capitalistes au niveau de leurs opérations. Elles fonctionnent comme des entreprises privées. Il existe en effet une véritable compétition entre elles, et leurs opérations sont dictées en grande partie par la recherche du profit.

Il existe tout de même au cours des années 60 et 70 une certaine bourgeoisie industrielle privée, mais son influence demeure très secondaire dans l'industrie du pays, en particulier dans les secteurs non vitaux de l'économie. Les dirigeants admettent cette réalité sans la condamner. À ce sujet, le président Boumedienne déclare dans un discours officiel que la lutte des classes ne doit pas être un enjeu en Algérie¹⁵. Tout en promulguant le développement socialiste, Boumedienne, par sa conception des rapports économiques, se démarque clairement de la doctrine marxiste. Marc Écrément insiste :

Anti-impérialiste, l'Algérie se veut aussi anti-capitaliste et met en oeuvre un projet de société de type social-étatiste qui nie la lutte des classes à l'intérieur et la reporte à l'extérieur justifiant l'unanimité nationale au nom de la lutte entre États pauvres et États riches¹⁶.

Néanmoins, la bourgeoisie d'État va devenir clairement la classe dominante de la société algérienne. Dominante dans la mesure où elle y occupe une position économique privilégiée et qu'elle maintient les travailleurs à l'écart du contrôle réel sur les moyens de production. Grâce à ses puissants moyens économiques, elle devient une classe dynamique, solidaire et homogène. C'est elle, au nom de l'État, qui encadre le capital et qui prend en main le développement industriel de l'Algérie.

Dans l'Algérie contemporaine, cette bourgeoisie d'État est largement présente dans les appareils économiques de l'administration et dans les conseils de direction des unités de production. Elle est également dominante au sein des structures d'encadrement de l'État, départements ministériels, parti et armée¹⁷.

Cette nouvelle classe sociale pilote l'activisme étatique en fonction d'une planification à long terme, avec extension du secteur public et sélection de projets d'investissement spécifiques. Le tout s'inscrit dans une politique gouvernementale qui met l'accent sur la production de biens de consommation. Primo, l'État algérien donne priorité aux industries de base qui sont principalement sous la tutelle du secteur public. Secundo, le gouvernement incite les banques à favoriser d'abord les entreprises publiques. Enfin la nationalisation du commerce extérieur donne le monopole d'importation au secteur public.

L'activité étatique dans l'économie nationale est telle que, de 1967 à 1971, il y a 18 fois plus d'investissements publics que privés. Les chiffres du tableau suivant indiquent que l'industrialisation est le fruit presque exclusif de l'État¹⁸.

Secteur de l'industrie algérienne ¹⁹ .	% de la production national	
	1969	1974
Public	34	78
Privé	66	22

Le Brésil :

Au Brésil du début des années soixante, la situation, en excluant certains paramètres, est sensiblement la même qu'en Algérie. Là aussi, la bourgeoisie nationale, très peu développée, compte sur l'État, apparemment très engagé dans la privatisation,

comme principal artisan des stratégies d'industrialisation. Grâce aux subventions, les entreprises publiques haussent la fabrication de biens de production. Elles bénéficient d'une garantie de débouchés sur le marché par l'entremise d'agences publiques et grâce à des mesures protectionnistes. Fruit de l'interventionnisme étatique, le capitalisme indigène réussit à prendre racine et contribue au développement..

L'industrie nationale brésilienne du début des années 60 atteint un degré de développement appréciable par rapport aux industries des autres pays en voie de développement. Bien que la présence des capitaux étrangers dans l'industrie brésilienne soit notable à cette époque surtout dans les domaines de pointe, il n'en demeure pas moins que le développement de l'industrie jusque-là est largement le fruit de l'initiative indigène et de capitaux nationaux. Les nouveaux capitaux étrangers qui viennent s'installer au Brésil profitent largement du tissu industriel déjà en place sur lequel ils se fixent et se développent²⁰. Ce phénomène s'amplifie quand, en 1964, les militaires instaurent un régime politique autoritaire.

Dans ce pays, les régimes politiques successifs s'appuient sur des alliances entre puissants compradors, industriels oligopolitiques et propriétaires terriens. Le Brésil de 1964, un État corporatiste, privilégie les secteurs modernes de l'économie (majoritairement aux mains des multinationales), tout en préconisant un interventionnisme accru et une coopération plus étroite avec l'entreprise privée. Le gouvernement favorise l'investissement (surveillé néanmoins par l'État) des firmes multinationales (FMN) dans le but d'accélérer les transferts de technologie et de capitaux. Cette politique contribue à encourager l'accumulation avant la redistribution. En outre, les programmes sociaux sont

progressivement réduits ou abolis. L'orientation des politiques tend nettement vers un autoritarisme exclusiviste.

L'autoritarisme a été l'instrument privilégié de transformation de l'économie brésilienne. Il s'appuie d'une part sur l'association entre l'oligarchie terrienne très puissante et la bourgeoisie industrialiste et, d'autre part, sur l'alliance entre les firmes multinationales et les entrepreneurs privés, le tout sous la houlette de l'État et de son appareil bureaucratique.

L'État à lui seul assume une grande part de l'investissement dans les secteurs tels que la sidérurgie, la production d'électricité et la pétrochimie, secteurs à rentabilité moins élevée. Si le Brésil délaisse vers le milieu des années 70 ses droits de contrôle dans les secteurs miniers et pétroliers, en revanche, il répond à 60 % de la demande domestique d'équipements lourds. Grâce au Conseil de Développement Industriel (CDI), instauré en 1964, l'État a le pouvoir d'évaluer et d'approuver les projets d'investissements des industries de transformation. C'est l'État qui contrôle l'essentiel du financement de l'économie car il est à l'origine des deux tiers de l'épargne domestique²¹. De ce fait, 95 % du crédit intérieur pour l'investissement est fourni par les banques publiques.

En 1960, la part des entreprises gouvernementales fédérales dans les secteurs financiers et bancaires est de 53 %. En ce qui concerne les transports et l'industrie, la part de l'État est de 6 % et 7 % respectivement. La plus importante banque du Brésil demeure encore aujourd'hui la *Banco do Brasil* dont l'État détient 60 % des actions. D'autres institutions, comme la *National Housing Bank*²² créée en 1965, procurent à l'État des

fonds qu'il s'emploie à investir dans divers secteurs de l'économie, principalement dans l'industrie.

La participation de l'État dans la production brésilienne s'opère sur une grande échelle mais de manière indirecte, c'est-à-dire qu'il s'octroie un rôle d'associé ou de vérificateur plutôt que d'instigateur. Les pouvoirs publics préconisent plusieurs mesures pour encourager le développement d'une technologie nationale, pour financer la production domestique et pour créer des entreprises nationales.

Ces efforts portent relativement fruit jusqu'à la moitié des années soixante-dix. Les plus grosses sociétés au Brésil sont divisées dans les proportions suivantes entre les sociétés d'État, les FMN et le secteur privé :

Secteurs de l'industrie brésilienne en 1970 ²³	% des sociétés	% des ventes
Sociétés d'État	39	16
FMN	18	28
Secteur privé	43	56

En 1971, parmi les 25 entreprises les plus importantes (selon leur chiffre d'affaires) qui sont installées au Brésil, huit sont gouvernementales; et parmi celles employant le plus de personnes, sept sont gouvernementales.

En plus de prendre contrôle des secteurs du fer, des mines, du pétrole et de la pétrochimie, l'État prend en charge les secteurs économiques les moins rentables mais non moins indispensables du secteur primaire. Il s'approprie de nouveaux champs d'action en instaurant la compagnie PETROBRAS en 1953 grâce à laquelle il maîtrise l'offre intérieure de pétrole. Dix-huit ans plus tard, cette entreprise nationale contrôle 41 % des ventes et 81 % des actifs de la production de pétrole. En ce qui a trait à la production

d'énergie tous secteurs confondus, la part du secteur privé s'effondre, chutant de 62 % en 1962 à 20 % au début des années soixante-dix. Le Brésil compte, en 1967, 367 entreprises ou agences publiques²⁴. D'ailleurs le gouvernement regroupe les plus importantes sociétés d'État dans le domaine de l'énergie en une seule entreprise, *Electrobras*.

En 1971, le secteur public compte pour 58 % des ventes et 72 % des actifs dans la production d'acier. Cette même année, le gouvernement détient dans le l'industrie du fer 60 % des actifs et assure 80 % des exportations. De plus, l'État exerce un quasi-monopole sur le transport ferroviaire, le transport maritime et les télécommunications²⁵.

Le Brésil semble opter pour un capitalisme d'État de soutien sans planification et non pour un capitalisme d'État de nationalisation et de dirigisme comme l'Algérie. Le gouvernement se contente de façonner les marchés et d'amplifier les signaux de l'économie pour le bénéfice des agents économiques domestiques et étrangers.

L'appareil d'État du Brésil intervient dans les secteurs clés de l'économie mais jamais avec la même radicalité et la même intensité que l'État algérien. Ayant à sa disposition des moyens financiers importants, le gouvernement brésilien s'immisce petit à petit dans des secteurs tels que l'électricité et la pétrochimie au point où il instaure de véritables monopoles d'État. Par contre, le fait que le gouvernement tienne une place prioritaire dans les institutions financières ne veut pas forcément dire qu'il contrôle l'affectation des investissements; au Brésil, ce n'est effectivement pas le cas. L'étendue de la participation directe de l'État dans les plus importantes entreprises n'arrive en effet pas à pallier le manque d'articulation entre les branches de l'économie qu'il est censé contrôler²⁶.

Malgré la création de banques et de sociétés nationales et malgré un interventionnisme croissant, il ne se crée pas, au Brésil, une bourgeoisie d'État suffisamment cohérente et dynamique pour tisser une véritable industrie nationale comme en Algérie²⁷. Le régime militaire laisse la bourgeoisie d'État participer aux processus décisionnel tout en prenant la précaution de ne pas s'aliéner la bourgeoisie privée. Les militaires s'efforcent en effet de ne s'aliéner ni l'une ni l'autre des bourgeoisies tout en maintenant un équilibre entre leurs niveaux d'influence respectifs. Son champ d'action et son développement étant limités, la bourgeoisie d'État ne parvient pas à exercer un monopole généralisé sur l'ensemble du territoire national.

The enormous differences between the rural agricultural and urban industrial spheres, and between the privileged Central-South region and the rest of the country, have proved too wide to be bridged by the efforts of the national bourgeoisie²⁸.

D'une part, il y a entre l'oligarchie terrienne, la classe industrielle nationale et l'appareil bureaucratique, des intérêts opposés, multiples et difficilement conciliables; d'autre part, en raison d'un type de développement qui demande l'extraversion des appareils productifs et la coopération avec le capital international, le Brésil a dû constamment orienter ses politiques économiques vers la satisfaction des intérêts extérieurs aux dépens des besoins internes du pays. Les stratégies de développement suivies par les deux pays en témoignent clairement.

Chapitre II

La stratégie de développement industriel

Au début des années soixante, le Brésil et l'Algérie optent tous deux pour un type de développement inspiré du modèle des industries «industrialisantes». Ce modèle donne la priorité aux industries lourdes, c'est-à-dire aux branches de l'industrie (métallurgie, sidérurgie, mécanique, etc.) qui apportent du capital technique aux autres secteurs de l'industrie. L'effet d'entraînement contribue à réaliser l'autocentrage intersectoriel, c'est-à-dire à faire en sorte que les diverses branches de l'industrie nationale s'articulent de manière à ce que les besoins des unes constituent des débouchés pour les autres. Ainsi, on obtient une industrie propice à un développement industriel autonome.

L'inconvénient de ce modèle tient au fait qu'il est hautement capitalistique car il mise sur le développement de l'industrie lourde (équipement mécanique, sidérurgie, etc.) et sur la production à forte composante technologique (électronique, chimie, pétrochimie, etc.) au détriment de la production de produits de consommation et des besoins essentiels de la société (industries légères - habillement, aliments, etc.).

Une telle stratégie est donc à l'opposé de la stratégie de substitution des importations qui privilégie davantage les industries orientées vers la consommation. Par ailleurs, l'industrie industrialisante règle peu le problème du sous-emploi. Selon les statistiques²⁹, la part de main-d'oeuvre employée par les industries algérienne et

brésilienne depuis une trentaine d'années demeure relativement faible par rapport à l'importance de l'activité industrielle dans le PNB.

L'Algérie :

En 1964, l'économie de l'Algérie est alors uniquement fondée sur l'exportation de produits primaires en échange de biens manufacturés importés de l'Occident :

Types de produits algériens en 1964	Exportations	Importations
Matières premières et produits agricoles	98.5%	-----
Produits manufacturés	-----	96%

Qui plus est, 90,6 % des matières premières exportées sont des hydrocarbures. Parmi les produits importés, 60,5 % sont des biens de consommation³⁰. La production industrielle y est à peu près inexistante et la majeure partie de la population vit de l'agriculture.

Devant une position aussi défavorable dans la DIT, les dirigeants algériens procèdent à une remise en question des rapports économiques hérités du colonialisme. Un bref examen de l'économie algérienne à cette époque laisse rapidement deviner une certaine désarticulation entre, d'une part, les importations et les exportations, et d'autre part, entre l'offre et la demande étrangère³¹. Premièrement, la demande d'importation en Algérie est d'une inélasticité totale, c'est-à-dire que les importations, en particulier en technologie et en biens d'équipement sont indispensables au fonctionnement de l'industrie. Il en est de même en ce qui concerne l'offre nationale d'exportation. Elle est fortement inélastique, en particulier dans les domaines de l'agriculture et de l'extraction minière, car

elle est déterminée par l'étranger. Enfin, la demande étrangère, qui est uniquement préoccupée des besoins particuliers des pays clients, est assurément inélastique. Nous avons affaire à une économie rigide qui est à la merci de l'offre et de la demande étrangère.

C'est la raison pour laquelle l'Algérie oriente ses stratégies de développement vers le rééquilibrage de ses rapports économiques avec l'étranger, stratégies qui prennent la forme de programmes et de plans.

Le gouvernement élabore tout d'abord un programme d'urgence pour assurer le fonctionnement des industries héritées du colonialisme et encourager l'industrie légère. De ce programme naissent des complexes textiles, des usines à chaussures, des sucreries, etc. Allant crescendo, l'Algérie recherche essentiellement des types d'industries qui permettront d'atteindre l'intégration et l'introversion de l'économie.

Par son modèle d'industrialisation, l'Algérie vise à résorber le chômage, à prendre une meilleure position dans l'économie mondiale et à satisfaire la consommation de base des Algériens en produisant sur place. «L'Algérie, tout simplement, entend ne pas se situer dans une optique d'intégration mondiale qui la défavorise; elle veut veiller à mettre en place les conditions de base d'une croissance générale (industrielle et agricole) régulière³².» Le gouvernement décide d'adopter la méthode soviétique et de planifier son développement industriel sur de nombreuses années par une série de plans triennaux, quadriennaux et quinquennaux.

Ces plans de développement s'inscrivent dans la perspective à long terme d'une planification économique en trois phases. La première est la phase de consolidation, la

deuxième est celle de la refonte des structures, et la troisième correspond à la phase de développement planifié.

Le premier modèle de croissance est mis en application de 1962 jusqu'en 1966. Il s'inscrit dans la première de ces trois phases et il s'inspire du Programme de Tripoli, élaboré en 1962, dans lequel les dirigeants affichent leur choix pour une industrie lourde ainsi que pour le développement d'une industrie de base centrée autour de l'artisanat. Cette phase de croissance exclut le concours de la bourgeoisie locale dont l'émancipation, socialisme étatique oblige, doit être maintenue à un niveau minimum.

La Charte d'Alger, qui prend le relais du Programme de Tripoli deux ans plus tard, expose avec plus de détails la stratégie économique privilégiée. Elle réitère que «la croissance se fera dans le cadre d'un plan d'État³³». Elle vise la création d'emploi, propose de mieux répondre à la demande interne de consommation et met l'accent sur l'élargissement de débouchés pour la production agricole. L'option de l'artisanat, par contre, est nettement reléguée au profit de l'industrie lourde.

En 1966, les dirigeants algériens constatent qu'il faut passer à une étape de développement qui mette en valeur non seulement les ressources énergétiques du pays, mais qui renforce la base industrielle nationale par la voie des «industries industrialisantes». À partir de ce moment, les investissements, déjà rares, sont de moins en moins dirigés vers le secteur agricole³⁴.

Le deuxième modèle, appliqué de 1966 à 1969, correspond à la deuxième phase, celle de la refonte des structures. Ce modèle de développement accorde la priorité à l'industrie lourde pour résorber à long terme le problème du sous-emploi et du bas niveau

de vie. Il ne consacre que 15 % des investissements au secteur agricole qui pourtant fait vivre à l'époque les 2/3 de la population³⁵. Le plan conduit à la nationalisation massive d'entreprises étrangères (industries extractives et de transformation) et confirme l'industrialisation comme logique de développement économique et social. Le concept d'industrie «industrialisante» qui en découle est donc un choix politique.

Les autorités algériennes voient dans ce type d'industrie le moyen de remédier à la désarticulation de l'économie nationale, de transformer rapidement les structures de l'ensemble sous-développé et de réaliser l'intégration de l'économie nationale.

On peut dire à coup sûr que l'Algérie a coupé avec tout projet qui s'inscrit dans une division internationale dans son expression la plus scandaleuse: l'économie sous-développée doit se confiner dans une combinaison de production qui incorpore le maximum de facteurs naturels³⁶.

Les critères qui président au choix des projets industriels sont l'intégration technico-économique et l'introversion. Afin de répondre à ces critères, l'accent doit être mis sur la maximisation du taux d'accumulation et sur la hausse de la productivité du travail. En définitive, les dirigeants algériens choisissent de «sacrifier la consommation dans l'immédiat pour permettre ensuite son élargissement à long terme³⁷».

Pour accompagner les mesures de la deuxième phase, un premier plan de développement est lancé en 1966 et dure trois ans. C'est en fait un pré-plan qui est destiné à préparer le terrain pour les plans subséquents. Cette période marque le début du décollage économique de l'Algérie. Le premier plan quadriennal 1970-73 qui lui fait suite est plus ambitieux, engage des crédits plus élevés, et concrétise l'effort de planification³⁸.

De ce plan découle la création de vingt-neuf sociétés nationales principalement dans les domaines du pétrole, de la sidérurgie, de la mécanique et des textiles.

De 1965 à 1979, le gouvernement algérien opte donc pour une «stratégie d'industrialisation à marche forcée³⁹», type de développement qui demande d'énormes investissements. D'ailleurs, l'industrie «industrialisante» de l'Algérie, malgré tous les capitaux qui y sont investis (40 % en 1974), ne produit que 5,5 % du PNB en 1978⁴⁰. En outre, de 1967 à 1978, l'investissement annuel croît deux fois plus vite que la production intérieure⁴¹.

Entre-temps, le deuxième plan quadriennal de 1974 à 1977 propulse nettement l'Algérie sur la voie de l'internationalisation⁴². Il stipule que l'échange international doit permettre à l'Algérie d'élargir les bases de son accumulation interne. La croissance des investissements, avec ce plan, est plus importante que celle des revenus de la rente du pétrole, malgré le quadruplement du prix de ce produit, ce qui oblige le recours aux emprunts extérieurs.

Devant les résultats décevants du plan, les autorités décident de réitérer leurs objectifs politiques fondamentaux. Ils y parviennent en se dotant de la Charte Nationale⁴³ de 1976 qui définit les moyens dont l'Algérie a besoin pour assurer un développement indépendant, et qui renforce le rôle dirigeant du parti unique.

La Charte consacre les principes sociaux, politiques, et religieux prônés par les dirigeants. Elle s'inscrit dans le prolongement du programme de Tripoli et de la Charte d'Alger. Par ses dispositions sur l'étatisation, la planification, le développement du marché intérieur et la diversification des relations économiques extérieures, la Charte trahit

à quel point l'Algérie est loin d'avoir atteint les objectifs qu'elle s'était fixés dix ans plus tôt. Si la planification à inspiration socialiste vise à orienter les ressources au profit des couches pauvres de la société, elle privilégie davantage les investissements productifs que les investissements à la consommation⁴⁴.

Le Brésil :

À l'instar de l'Algérie, le Brésil privilégie la formule de la croissance industrielle par les industries «industrialisantes». D'énormes investissements sont dirigés dans l'industrie lourde au détriment des secteurs de production de biens à la consommation. Hautement capitalistiques et technologiques ces industries sont mises sur pied principalement par des intérêts étrangers qui, d'une part, en ont les moyens et qui, d'autre part, y obtiennent une meilleure valorisation de leur capital.

Le choix des industries «industrialisantes» repose, comme en Algérie, sur le principe selon lequel l'industrie lourde utilise les branches industrielles secondaires et primaires comme débouchés de manière à former un tissu industriel complet. Or, comme en Algérie, l'effet d'entraînement ne donne pas les résultats escomptés. Entre 1967 et 1973, la production industrielle progresse à un rythme fulgurant, mais les importations de produits à la consommation ne diminuent pas pour autant. Les exportations de produits finis quant à elles augmentent à un taux bien inférieur au produits primaires.

Dès l'époque de la grande crise des années 30, le Brésil avait mené une politique de substitution des importations. Cette politique, qui visait alors à contrer la récession qui était imposée de l'extérieur, incitait l'industrie brésilienne à produire sur place les produits

que le pays n'avait plus tellement les moyens d'importer. La substitution des importations a porté fruit assez rapidement. En 1949, la production intérieure des biens manufacturés non-durables avait atteint 96 %⁴⁵.

La phase d'industrialisation axée sur l'exportation a coïncidé avec les régimes populistes d'après-guerre alors que la phase suivante de l'internationalisation des marchés nationaux, c'est-à-dire la pénétration accélérée des firmes multinationales dont l'expansion de l'industrie automobile est l'indice, coïncide avec l'avènement des gouvernements autoritaires et bureaucratiques des années soixante⁴⁶.

L'industrie brésilienne, dans son ensemble, et l'industrie mécanique en particulier ne suivent pas vraiment de programme de planification spécifique, mais elles demeurent néanmoins fortement dirigées à partir du pouvoir central. Dès 1945, l'État brésilien avait adopté une stratégie de développement qui visait à atteindre rapidement une croissance économique accélérée basée sur une industrialisation massive. Les autorités nationales ne cachaient pas leur volonté de faire du Brésil une nation moderne dans le sens occidental du terme, c'est-à-dire un pays dans lequel on retrouve une production et une consommation développées de biens durables et sophistiqués. Cela impliquait de développer un secteur de biens d'équipement, de promouvoir les exportations de produits finis et de construire une infrastructure moderne selon les normes internationales, tout en conservant le contrôle politique et économique de ces innovations.

Les Brésiliens ont donc créé en 1954 la compagnie pétrolière nationale *Petrobras* qui présente de multiples points communs avec la compagnie *Sonatrach* en Algérie. *Petrobras* a pour mandat de prendre en charge toutes les étapes de l'exploitation du

pétrole national, de la prospection au transport en passant par la production et le raffinage. L'objectif premier de la création de la compagnie *Petrobras* est d'enrayer la fuite de devises due à l'importation de pétrole et de dérivés pétrochimiques. Cette entreprise connaît un essor remarquable dès sa création. Toutefois, au cours des années suivantes, divers contrats passés avec des compagnies étrangères viendront diminuer l'importance de *Petrobras* dans le secteur de l'exploitation pétrolière⁴⁷.

L'État brésilien procède également à la nationalisation de composantes clés de l'économie au cours des années soixante. Le secteur public, le secteur privé (soumis à des normes étatiques) et les multinationales se partagent par exemple l'industrie pétrochimique à égalité⁴⁸. L'État conserve donc le contrôle général de ce secteur, mais veille à ne pas dissuader les investissements privés et internationaux.

Entre 1947 et 1967, le taux de croissance annuel de l'économie brésilienne est en moyenne de 7 %, ce qui signifie que la valeur totale de la production quadruple au cours de cette période; or, pendant ce temps, le volume des exportations demeure constant. La chute du coefficient d'exportation indique donc que l'impulsion dynamique de la production nationale est un phénomène endogène à l'économie brésilienne⁴⁹.

Ainsi, la politique de substitution des importations donne de bons résultats jusqu'à la récession de 1963-67. A partir de ce moment, les autorités décident de conserver cette politique mais de l'assortir d'une nouvelle politique encourageant l'exportation de produits manufacturés.

En outre, au début des années 60, de sérieuses lacunes se font jour dans l'économie du Brésil. Premièrement, les industries mécaniques et métallurgiques ne

représentent qu'une très petite part de l'industrie manufacturière. Deuxièmement, l'économie est encore largement centrée sur le secteur primaire exportateur. Enfin, le Brésil est handicapé par l'étroitesse de son marché national. La solution prônée pour améliorer la position commerciale du Brésil consiste à dépasser le modèle d'industrie industrialisante pour accroître la substitution des exportations.

Le gouvernement militaire de 1964 adopte les théories classiques du commerce international en mettant l'accent sur les avantages comparatifs du pays. À la main d'oeuvre bon marché et aux ressources naturelles abondantes, le gouvernement ajoute des incitations fiscales et des taux de change favorables qui rendent les exportations plus compétitives.

Des années 60 jusqu'aux années 80, le Brésil procède donc à une nouvelle phase de développement qui consiste à maintenir la substitution des importations, mais en y greffant la substitution des exportations qui doit théoriquement permettre de remplacer progressivement l'exportation de matières premières par celle de produits transformés. En agriculture, cette politique encourage les productions qui jouent un rôle d'entraînement pour l'industrie des biens d'équipements agricoles, par exemple le soja plutôt que le café. Afin d'atteindre cet objectif, le gouvernement «rationalise» l'industrie, c'est-à-dire qu'il encourage les entreprises les plus productives (les firmes étrangères le plus souvent) au détriment des autres. Une alliance entre l'État, la bourgeoisie industrielle locale et les multinationales est ainsi créée. L'État militaire brésilien réduit les salaires et les programmes sociaux, augmente les prix et limite l'action des syndicats et, de ce fait même,

combat l'inflation⁵⁰. Seul un gouvernement autoritaire pouvait imposer des mesures aussi impopulaires.

Dans un premier temps, la bourgeoisie agraire et la bourgeoisie commerçante s'allient pour mettre en oeuvre des politiques de substitution des importations (développement introverti) dans le but d'encourager la production locale de produits traditionnellement importés. Dans un deuxième temps, le Brésil souscrit à une stratégie d'industrialisation qui repose sur l'alliance entre les couches bureaucratiques et la bourgeoisie commerçante pour qui l'État sert à canaliser l'investissement vers les secteurs considérés essentiels ou prioritaires.

Quoi qu'il en soit, la politique de substitution des exportations ne suffit pas à doter le Brésil d'une meilleure place dans le marché mondial d'exportation. Il se crée une situation où, d'un côté, les termes de l'échange des produits primaires sur le marché mondial ne cessent de se détériorer alors que de l'autre côté, l'industrialisation grandissante demande des biens d'équipement que le pays n'est pas à même de fournir. En fait, les rapports de dépendance à l'égard du Nord subordonnent la demande nationale à la demande mondiale⁵¹.

À partir de 1968, l'accumulation de capital repose sur un mécanisme basé sur la croissance des profits industriels et de l'épargne et sur le recours aux capitaux étrangers. L'exportation de produits manufacturés devient la priorité de l'État brésilien. Les autorités du pays adoptent donc des mesures d'incitation à l'exportation allant de l'exonération d'impôts sur les bénéfices réalisés par la mise en marché internationale des produits jusqu'aux dégrèvements et crédits d'impôt. En bout de ligne, ces largesses de

l'État permettent aux entreprises de vendre sur le marché mondial des produits (en particulier des automobiles) à un prix considérablement inférieur au prix de revient véritable.

En plus de ses politiques de favoritisme à l'égard des entreprises, l'État applique une politique de tarifs douaniers qui protège, jusqu'à un certain degré, la production nationale contre la concurrence étrangère. Il met l'accent sur l'industrie légère et l'élargissement du marché interne. Il prône des politiques de protectionnisme, investit dans l'infrastructure, subventionne les salaires, et encourage l'industrie locale. Ces politiques vont directement profiter à la classe moyenne qui devient en conséquence le premier allié de l'État. À première vue, ce mode de développement introverti s'avère propice à l'amélioration générale des conditions économiques de la population. Or, il entre en contradiction avec l'évolution du capitalisme mondial⁵² à cette époque. En effet, l'augmentation des échanges mondiaux favorise les FMN installées au Brésil. En plus d'avoir un meilleur accès à la technologie, les FMN gagnent en économie d'échelle grâce à l'étendue et à la diversification de leur réseau de production. Désavantagées, les petites entreprises brésiliennes cèdent de plus en plus de terrain aux firmes étrangères.

Motivés par le gain, les producteurs nationaux ont tendance à ne développer que des produits jouissant d'avantages compétitifs sur le marché international au détriment du marché national. N'ayant pas la maîtrise de la technologie, ils se spécialisent alors dans la fabrication de produits non sophistiqués sans grande valeur ajoutée.

À cause de la liquidité du marché des capitaux internationaux, les importations augmentent fortement pendant la première moitié des années soixante-dix. Si la valeur des

importations par rapport au PNB double entre 1967 et 1973⁵³, ce n'est pas uniquement à cause du renchérissement du prix du pétrole. L'emballement des importations est dû aux facilités de financement.

Malgré les conséquences négatives de la crise du pétrole de 1973 sur l'inflation et le déficit, la forte dépendance de l'économie à l'égard des produits pétroliers a aussi quelques bons effets. Ainsi, l'augmentation du prix du pétrole a contribué à intensifier les efforts tendant à la substitution des importations.

Chapitre III

Les conditions faites aux capitaux étrangers

L'Algérie, impose des conditions envers les investisseurs étrangers qui sont beaucoup plus sévères qu'au Brésil. Elle observe des politiques d'encadrement des facteurs étrangers qui se traduisent notamment par des autorisations d'investissement, des interdictions d'exportations de certains produits non-transformés et des restrictions à l'importation. Ces mesures visent à protéger l'espace économique national contre l'implantation des intérêts étrangers. Sans aller jusqu'à décourager les investisseurs étrangers, le Brésil, et surtout l'Algérie, s'appliquent à réglementer l'afflux de capitaux internationaux de sorte que les mesures de développement autonome ne soient pas étouffées par le poids de la concurrence étrangère. Précisons que les deux pays, le Brésil en tête, prennent garde de ne pas faire la vie trop dure aux entrepreneurs étrangers puisque leurs investissements permettent de réaliser des transferts substantiels de technologie et de capital indispensables à la progression du développement économique.

L'Algérie :

Au cours des années 60 et 70, dans l'optique de rendre l'industrie nationale moins dépendante de l'extérieur en biens d'équipement, l'Algérie élabore des politiques qui restreignent l'importation, moins pour protéger le marché que pour inciter les multinationales à utiliser les biens d'équipement qui découlent de la production nationale.

L'Algérie applique aussi des mesures qui contingentent le nombre de cadres étrangers dans les industries nationales pour forcer les multinationales à puiser dans la main-d'oeuvre du pays. L'exploitation des ressources naturelles, le secteur manufacturier et le commerce d'importation demeurent des monopoles d'État. L'appropriation du marché national par des entreprises nationales se fait au détriment des groupes privés déjà présents. Selon les dirigeants du pays, la nationalisation complète des plus importantes branches de l'économie algérienne constitue sans doute le meilleur rempart contre la domination étrangère.

À partir de 1963, l'Algérie se dote d'une série de codes d'investissement destinés à canaliser les capitaux étrangers vers des secteurs précis et à délimiter leur poids dans l'industrie nationale. Ainsi, selon les clauses du Code des investissements élaboré en 1963, les capitaux étrangers ne peuvent pas être concentrés dans les secteurs de l'économie considérés vitaux et l'État algérien conserve le contrôle global sur l'économie. En contrepartie, ce code offre au capital étranger ainsi qu'au capital national privé des avantages et des garanties lorsque ceux-ci sont dirigés dans d'autres secteurs (sous la direction de l'État). En somme, des avantages fiscaux et des garanties sont consentis aux investisseurs étrangers, mais ceux-ci sont tenus en bride. Paradoxalement, le capital étranger investi en Algérie se trouve, par le fait même, protégé contre la concurrence provenant de l'extérieur⁵⁴.

Le Code des investissements de 1966 est destiné à protéger les entreprises à capital national de même que les entreprises créées par le capital étranger pour compenser les effets néfastes des politiques précédentes. Selon Temmar, «le socialisme agressif sur le

plan formel, prôné par la propagande officielle avant 1965, avait contribué à une anesthésie de l'initiative privée et à une fuite massive des capitaux qui allaient s'investir en Europe⁵⁵».

La politique algérienne à l'égard des investissements étrangers semble paradoxale car elle essaie de protéger le marché national sans aller jusqu'à bannir complètement les capitaux étrangers. Cette contradiction s'explique par le fait que, au lendemain de l'indépendance, la précarité de l'industrie nationale a forcé les autorités à accepter la présence de capitaux étrangers, et par la volonté des Algériens de réaliser leur développement selon des moyens et des techniques modernes. Or, seul le capital étranger peut leur permettre d'y parvenir.

C'est dans ce contexte particulier que l'Algérie mène, dès le début, une lutte contre les capitaux étrangers. Les premiers affrontements concernent la plus grande richesse naturelle du pays, les hydrocarbures, totalement contrôlée par les Français. L'objectif des Algériens est de reprendre possession de ces ressources pour en faire le moteur du développement national. Or la situation de dépendance de l'Algérie à l'égard du savoir-faire industriel français, ainsi que la dépendance française à l'égard du pétrole algérien, obligent les deux pays à des concessions mutuelles. La France s'assure un approvisionnement énergétique stable et l'Algérie parvient à prendre le contrôle majoritaire de ses ressources. Les deux pays en arrivent à une formule d'exploitation en commun. L'Algérie sort quand même gagnante de ces négociations et de celles qui suivent pendant quelques années jusqu'à ce qu'elle prenne complètement en charge, par

voie de nationalisation, l'exploitation et la commercialisation des hydrocarbures. Grâce à ces négociations, ses revenus dans ce secteur doublent de 1964 à 1967.

Les accords pétroliers de 1965 sont avant tout des accords de compromis. D'une part la France obtient des faveurs qui permettent au capital français de conserver son autonomie dans l'industrie de l'énergie en Algérie; d'autre part, l'Algérie s'assure une bonne coopération de la France en matière d'émigration et une assistance financière et technique visant à former et à placer des cadres algériens à la tête des industries pétrolières. En outre, l'État oblige les sociétés pétrolières étrangères à conserver 50 % de leur chiffre d'affaires en Algérie. En même temps, les accords pétroliers exigent des sociétés de services qu'elles obtiennent une autorisation gouvernementale avant de procéder à des transferts de fonds hors du pays. Ils consacrent également la création, deux ans plus tôt, de la *Sonatrach*, société pétrolière nationale qui, en l'espace de cinq ans, étend ses ramifications dans tous les domaines reliés à l'exportation des hydrocarbures.

Il ne fait pas de doute que les accords de 1965 présentent des avantages pour l'Algérie. Toutefois les concessions faites par la France au cours de ces négociations sont largement dues à la conjoncture, car à cette époque la France doit à tout prix maintenir son approvisionnement pétrolier.

La bonne entente forcée ne dure pas et les relations franco-algériennes se détériorent rapidement lorsque, en 1967 notamment, la France boycotte le vin d'Algérie en représailles contre la décision algérienne d'étatiser son secteur des hydrocarbures⁵⁶.

C'est le début d'une relation basée sur les rapports de force entre l'Algérie et la France, et d'autre part entre l'Algérie et ses autres partenaires économiques.

Les accords des années 70 témoignent de la prise de conscience, chez les dirigeants algériens, de l'impossibilité d'une rupture brutale avec l'extérieur. Ils marquent le retour à des politiques d'association et de coopération. L'Algérie se plie petit à petit aux exigences de la France qui demeure son principal partenaire économique en ce qui concerne surtout les produits pétroliers, les produits alimentaires et les transferts technologiques.

Les pressions constantes des pays étrangers sur l'Algérie aboutissent finalement à l'accord commercial, conclu entre la CEE et l'Algérie en 1976, qui tend vers une association accrue entre le capital algérien et étranger (surtout français), et qui entérine les relations d'échanges commerciaux amorcées depuis plusieurs années entre ces deux entités. Cet accord commercial, s'ajoutant aux accords pétroliers des années 70, contribue à maintenir une relation de dominant à dominé entre la France et l'Algérie. Ces accords «tendent à la perpétuer en confortant le pays [l'Algérie] dans sa fonction traditionnelle de fournisseur de produits énergétiques, si possible à flux régulier et à prix stables⁵⁷». Par ailleurs, en ce qui concerne les produits autres qu'énergétiques, les accords vont nettement dans le sens des intérêts de la CEE. L'Algérie ne parvient pas à rectifier le déséquilibre de ses relations commerciales avec l'Europe et en particulier la France. Elle tente cependant de compenser ces disproportions grâce à des rapports économiques plus avantageux avec d'autres États.

En outre, les investissements en Algérie ne proviennent pas uniquement des pays capitalistes. Soucieuse de diversifier ses sources d'aide, l'Algérie accepte le coup de pouce d'autres pays arabes et de l'URSS, notamment pour réaliser ses projets industriels qui concernent la sidérurgie⁵⁸. Cela lui procure l'avantage de se distancer des pays capitalistes et de coopérer davantage avec des pays qui, globalement, partagent ses objectifs socio-économiques. De plus, l'URSS peut fournir à l'Algérie de l'aide financière et une assistance technique qui sont compatibles avec le type d'industrialisation lourde qu'elle recherche, alors que les pays capitalistes ont tendance à diriger leur assistance dans des secteurs plus profitables pour eux mais moins prioritaires pour l'Algérie.

Le Brésil :

Au Brésil, de manière générale, les conditions auxquelles doivent souscrire les investisseurs étrangers sont beaucoup plus «libérales» qu'en Algérie. On y crée un climat favorable à l'investissement étranger, lequel prend de l'expansion de 1946 à 1955, et on y prône la libéralisation des échanges même si l'on fixe des restrictions pour protéger certains secteurs de l'économie tel que l'industrie des biens durables.

L'attitude à l'égard du capital étranger est positive, car ce dernier, d'une part, contribue à augmenter les épargnes locales, d'autre part, renfloue les caisses en devises étrangères. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le Brésil a mis en place un système qui accorde un traitement largement favorable à l'importation de biens d'équipement par le truchement de licences, de politiques tarifaires, d'avantages fiscaux

ou par l'octroi de devises à rabais, ce qui fait baisser considérablement le coût des importations des entreprises locales.

L'accès aux emprunts est facile. La loi brésilienne autorise les filiales des entreprises mères transnationales à contracter des emprunts en monnaie étrangère. Elle permet même aux banques commerciales et aux banques d'investissement de recourir aux crédits extérieurs.

Par contre, une «Loi du similaire national⁵⁹» interdit l'importation de produits dont l'équivalent est produit au Brésil. Mais l'interprétation à laquelle cette loi donne lieu en amoindrit considérablement la portée car elle ne précise pas clairement les conditions et les critères auxquels un produit importé peut être considéré équivalent à un autre fabriqué sur place. De plus, cette loi a servi de catalyseur à l'investissement étranger direct puisqu'elle protège toute production réalisée à l'intérieur du pays quelle que soit la source du capital, étranger ou national⁶⁰.

Au Brésil, des mesures protectionnistes⁶¹, comme la manipulation du taux de change et les taxes à l'importation, mises en place de 1945 à 1965, incitent les firmes multinationales (FMN) à s'installer à l'intérieur des frontières brésiliennes de manière à exploiter, du dedans, le marché national. Par ailleurs, l'État brésilien impose, sur le rapatriement des profits, une taxe qui peut atteindre 25 %. Cette mesure a nettement encouragé le réinvestissement sur place des profits des firmes étrangères.

L'État réussit dans une certaine mesure à forcer les entreprises étrangères installées sur son territoire à s'approvisionner en inputs sur le territoire national.

Ironiquement, une fois sur place, les FMN profitent à leur tour d'un marché très protégé.

En outre, cette stratégie de marketing cadre parfaitement avec les politiques brésiliennes de substitution des importations, à la différence que ce sont les entreprises étrangères qui se substituent aux entreprises locales.

Les nombreuses incitations faites aux productions destinées à se substituer aux importations ont encouragé la concentration industrielle dans les secteurs les plus modernes et (...) le régime relativement libéral dont bénéficiaient les capitaux extérieurs a porté les entreprises étrangères aux premières places dans plusieurs des segments les plus dynamiques du secteur industriel⁶².

Il s'établit un pacte tacite entre l'État et les intérêts étrangers. Les sociétés étrangères acceptent de limiter leurs importations d'inputs, d'augmenter la part de profit réinvesti sur le territoire brésilien et de ne pas attiser l'inflation. En contrepartie, le gouvernement accepte implicitement que le développement industriel du pays s'aligne sur les exigences des firmes multinationales.

Le capital étranger s'oppose souvent aux tentatives d'intervention plus autonomiste de l'État. L'investissement étranger dans l'économie nationale est libre sauf dans quelques secteurs jugés primordiaux tels que la pétrochimie, les télécommunications ou les mines, tous monopolisés par l'État. L'accès au marché financier international est encouragé par les autorités. D'ailleurs, l'industrie y aura largement recours notamment durant les années 70, années de grande croissance.

Les codes d'investissement appliqués au Brésil, comme partout en Amérique Latine, prévoient des mesures incitatives et créent un milieu favorable à l'accueil des capitaux étrangers⁶³. Même si la législation brésilienne plafonne à 40 % la participation étrangère⁶⁴ dans les entreprises considérées d'intérêt national, les investisseurs bénéficient

d'un grande latitude. À partir de 1964, ces derniers s'intéressent surtout au secteur des machines et automobiles, à la sidérurgie, à la métallurgie, à la chimie et à l'industrie pharmaceutique, et très peu aux industries légères et alimentaires. D'ailleurs, l'État brésilien continue d'être actif dans les investissements nationaux. Il se soucie aussi de l'infrastructure routière par exemple, vu l'essor de l'industrie automobile dans le pays. Faute d'une logique nationale de production des biens d'équipement, la porte est largement ouverte aux firmes multinationales. Il n'y a pour ainsi dire aucune logique nationale de production de ces biens. Dans ces circonstances, la logique de production est dictée moins par la satisfaction des besoins nationaux du Brésil que par la spécialisation des firmes à l'échelle internationale.

Il est intéressant de noter que l'afflux de capitaux étrangers à partir de 1970 est tel que l'inflation devient difficilement contrôlable et que le gouvernement brésilien doit imposer des règles de manière à étaler les investissements sur de plus longues périodes⁶⁵. On assiste durant cette période à la capitulation du Brésil devant les intérêts du secteur d'exportation et devant le Fonds monétaire international (FMI).

Les militaires, de connivence avec la bourgeoisie brésilienne, abolissent en 1964 la loi sur le transfert des profits de 1962, loi qui limite l'investissement étranger et qui donc fait obstacle à l'obtention de capitaux étrangers. Malgré l'abrogation de cette loi, le taux de rapatriement des profits vers les pays du Nord dépasse, depuis 1973, le taux de réinvestissements des profits dans l'économie brésilienne⁶⁶.

Par ce geste, les militaires montrent au reste du monde qu'ils s'engagent dans la voie d'une économie ouverte et capitaliste. En même temps, ils signalent la fin de l'ère

populiste. L'État dictatorial tourne carrément le dos au populisme des années précédentes et se détache progressivement du peuple. La bourgeoisie d'État se dénationalise et les militaires au pouvoir se rapprochent du capital privé étranger.

L'État devient l'instrument de la bourgeoisie associée, née de la fusion entre le capital international et la bourgeoisie nationale. En conséquence, l'État crée les conditions favorables au développement du capital monopolistique, tels la protection des marchés intérieurs et les crédits sans intérêt. À partir de là, le Brésil s'engage sur une voie capitaliste sous l'oeil satisfait du FMI et de la Banque mondiale.

Ni l'Algérie ni le Brésil ne réussissent vraiment à mettre au point des mesures protectionnistes qui leur permettent de résister à l'afflux de capitaux et de produits sur leur marché national. Les deux économies deviennent tributaires des pays du Nord pour l'importation de produits d'équipement et même de denrées alimentaires; or, dans un tel contexte de dépendance, il devient impossible de leur fermer les portes du marché national.

Chapitre IV

La dette

Bien qu'ils aient opté pour un mode de développement divergent, l'Algérie et le Brésil doivent tous deux recourir massivement aux crédits du marché international pour combler le déficit de leur balance commerciale et financer leur programme d'industrialisation. En outre, ce sont les pays prêteurs qui comptent parmi les principaux investisseurs et clients de l'Algérie et du Brésil. Ces derniers deviennent souvent la proie des pays bailleurs de fonds qui n'hésitent pas à s'ingérer dans les affaires économiques des pays affaiblis par l'endettement afin d'y imposer leurs propres exigences.

La dette devient au fil des ans l'un des plus importants liens de dépendance de l'Algérie et du Brésil à l'égard des pays du Nord, car elle leur fait perdre leur autonomie financière. À mesure qu'ils s'endettent, les deux pays sont obligés d'accepter une internationalisation croissante de leurs circuits monétaires, financiers et commerciaux.

Service de la dette en pourcentage des exportations

Pays	Services de la dette en 70 % exportations	Services de la dette en 80 % exportations
Algérie ⁶⁷	8	40
Brésil	22	63

L'Algérie :

Les déséquilibres des échanges commerciaux sont la cause de l'accumulation de la dette. Les devises gagnées grâce aux exportations d'hydrocarbures ou de produits

manufacturés ne suffisent pas à compenser l'hémorragie de devises causée par l'importation de biens d'équipement et de services coûteux. Très rapidement, le service de la dette algérienne atteint 75 % de la rente de pétrole⁶⁸.

Depuis son indépendance, malgré l'accroissement de ses ventes de produits pétroliers, l'Algérie traîne comme un boulet une importante dette extérieure qui ne cesse de croître. Cette dette, contractée auprès de la France dans un premier temps, des États-Unis, de l'URSS, de l'Égypte, et du Koweït dans un deuxième temps⁶⁹, est constituée en bonne partie de crédits-fournisseurs, des emprunts consentis par des banques privées et d'emprunts bilatéraux d'origine publique⁷⁰. En contrepartie, l'Algérie doit utiliser les fonds prêtés pour l'importation de biens d'équipement dont elle requiert une énorme quantité afin d'atteindre les objectifs de ses divers plans de développement.

L'endettement allait bon train; le FMI (Fonds monétaire international) avait calculé pour 1976 que les emprunts utilisés par l'Algérie correspondaient à 40 % du produit national brut contre 18 % en 1972. De ce fait, l'Algérie devenait un des pays les plus endettés du Tiers Monde en valeur absolue comme par rapport à sa population totale⁷¹.

En valeur relative, le service de la dette reste modéré par rapport aux recettes d'exportations. Le ratio service de la dette/exportation de l'Algérie est bien moins important que celui des autres pays du Tiers-Monde en voie d'industrialisation⁷².

L'endettement de l'Algérie, estimé à 18 milliards de dollars en 1980⁷³ est élevé, mais il demeure relativement moyen par rapport aux autres pays en développement notamment par rapport au Brésil qui accumule une dette de 71 milliards de dollars pour la même année.

Le Brésil :

L'évolution de la dette extérieure du Brésil se passe de commentaires : de 5 milliards de dollars en 1970, la dette passe à 71 milliards en 1980. Malgré le bon comportement du secteur des exportations, la valeur relative des exportations par rapport à la valeur des importations et au service de la dette demeure faible. Une grande part de cette dette résulte des énormes investissements dirigés dans des programmes énergétiques. À titre d'exemple, un de ces programmes connu sous le nom de *Proalcool* a coûté l'équivalent du douzième de la dette extérieure du pays⁷⁴.

Plusieurs facteurs sont à l'origine de la montée en flèche de la dette extérieure du Brésil dont une grande partie a été contractée auprès de banques internationales privées. Premièrement, le recours facile et à bon marché aux capitaux étrangers, comme nous l'avons vu précédemment, a encouragé les banques nationales à emprunter massivement. Vient ensuite la hausse vertigineuse des prix du pétrole et des taux d'intérêts au début des années 1970. De plus, une importante partie de la dette brésilienne est en fait contractée par les firmes multinationales elles-mêmes. En 1979, leur part des emprunts dans la dette totale est de 17 %, ce qui représente près de la moitié de l'investissement direct au Brésil à cette époque⁷⁵. Une bonne part de l'endettement de ce pays est donc liée aux investissements directs effectués par le capital étranger.

L'État, dans chacun de ces deux pays, menacé de perdre son autonomie financière, doit élargir ses ressources pour satisfaire aux engagements à l'égard de sa dette extérieure.

Un exemple frappant de cette dépendance du Brésil vis-à-vis de l'extérieur est l'augmentation brusque de 25 % de la dette en 1980, provoquée par la décision unilatérale des États-Unis de modifier leur politique monétaire.

Les conséquences de la dette sont graves sur l'économie : en l'absence de croissance substantielle de l'économie, l'État rembourse les intérêts en prélevant une partie du revenu national ou encore en recourant à l'argent frais, autant de capitaux qui ne peuvent être injectés dans la production nationale. Sous des conditions idéales, un pays assume le service de la dette à partir de l'excédent tiré de la balance commerciale. Or, afin de dégager un excédent, l'Algérie et le Brésil sont amenés à adopter un style de développement tourné vers les marchés extérieurs. Ainsi, pour la plupart des pays du Tiers-Monde, l'Algérie et le Brésil ne faisant pas exception, l'essentiel des remboursements se fait par l'échange de marchandises, par l'exportation de matières premières. La dette extérieure contribue donc à maintenir ces deux pays dans leur rôle initial d'exportateur de matières premières comme le constate Marc Raffinot :

Si l'on considère l'économie mondiale à un niveau très global, divisée en deux blocs avec, d'un côté, les pays prêteurs et, de l'autre, les pays endettés, il apparaît alors que le remboursement n'est possible à terme que si les pays les plus endettés dégagent un excédent au niveau de leur commerce extérieur avec les pays prêteurs. Ceux-ci doivent donc accepter un déficit commercial vis-à-vis des pays qui remboursent⁷⁶.

Si l'on en croit les statistiques du début des années 1960 au seuil des années 1980, le Brésil et l'Algérie réussissent en moyenne à afficher un léger excédent commercial avec leurs partenaires du Nord. Toutefois, le poids des intérêts sur la dette accumulée ajouté aux nouveaux emprunts contractés sur le marché financier international écornent

sérieusement cet excédent commercial et renforcent la dépendance financière. Le phénomène est particulièrement prononcé en ce qui concerne le Brésil dont le pourcentage du service de la dette par rapport aux exportations de biens et services est de 149.2 % en 1983 contre 34.2 % seulement pour l'Algérie⁷⁷.

Chapitre V

Le contrôle des ressources

En Algérie, comme au Brésil, les efforts tendant vers un développement autonome commencent au début des années 60. Chacun cherche à se tailler une place profitable sur la scène économique mondiale. Les gouvernements interviennent vigoureusement et autoritairement dans le champ économique national en mettant en place une panoplie d'outils de développement dont le principal est le capitalisme d'État. Le mode de gestion du capitalisme d'État explique en bonne partie les blocages structurels dans les deux pays et la différence entre leurs rythmes de croissance.

L'État des deux pays s'assure un certain degré de contrôle sur les ressources internes en procédant à des nationalisations et en contrôlant les investissements dans les secteurs clés de l'économie. Il jouit aussi d'une certaine autonomie grâce aux revenus qu'il tire des secteurs publics et qu'il réinjecte, selon ses objectifs nationaux, dans l'économie nationale.

Alors qu'au Brésil, l'interventionnisme étatique se borne à l'octroi de subventions et de garanties de débouchés aux entreprises, en Algérie, le capitalisme d'État embrasse tous les secteurs de l'économie. L'Algérie mène une politique de rupture brutale des liens économiques et idéologiques avec l'Occident et en particulier avec la France. Elle en tire une marge de manoeuvre assez étendue pour le déploiement de politiques économiques autocentrées. Les nationalisations massives, rendues possibles par la généreuse rente du

pétrole, lui permettent d'élaborer une stratégie de développement introvertie. Au Brésil, au contraire, le marché national est ouvert aux capitaux étrangers qui y sont délibérément courtisés.

Le capital national est plus solidement encadré en Algérie grâce à des politiques d'étatisation, à une planification centralisée et à la nationalisation du commerce extérieur. Au Brésil, contrairement à l'Algérie, il n'existe pas une puissante bourgeoisie d'État cohérente et dynamique capable, à première vue, de prendre en main l'industrie nationale et de mener la lutte contre la domination et la concurrence internationale. En outre, les intérêts sont difficilement conciliables entre les diverses factions économiques brésiliennes.

L'activisme étatique, tant en Algérie qu'au Brésil, a pour but de freiner le prélèvement de surplus par les investisseurs étrangers, mais il n'est pas suffisamment efficace pour neutraliser le capital étranger et affranchir les deux économies nationales du joug du système économique mondial.

En choisissant un type de développement à marche forcée au moyen d'industries industrialisantes, les deux pays accélèrent l'internationalisation croissante de leur production. En effet, comme les industries industrialisantes impliquent un haut degré de technologie avancée, le recours à l'exportation devient inévitable. Devant la forte pression des partenaires économiques occidentaux, les exigences de la compétition internationale deviennent les principaux critères de production.

L'internationalisation grandissante de ses échanges économiques force l'Algérie à adopter une attitude contradictoire face au marché international. Elle maintient sa politique austère vis-à-vis des intérêts étrangers alors qu'elle recourt de plus en plus aux

capitaux internationaux et au transfert technologique pour répondre aux besoins de l'industrie nationale.

Le type de développement choisi par ces deux pays, pour différent qu'il soit, se bute contre la résistance structurelle des relations centre-périphérie face à la remise en question des liens de domination du centre. L'Algérie, malgré une stratégie de développement somme toute plus efficace et plus ferme que le Brésil, a du mal à construire un «capital national indépendant». L'économie du Brésil, quant à elle, par manque d'encadrement cohérent, se laisse happer sur la voie rapide de l'internationalisation. De ce fait, dans chacun de ces pays, le développement d'une solide base industrielle est sérieusement compromis par la dépendance technologique et financière envers les pays du centre.

Partie II

Le développement d'une base industrielle

Ce chapitre porte sur la capacité de l'Algérie et du Brésil à édifier une structure industrielle autonome. Afin d'émanciper leurs systèmes économiques respectifs de la domination du centre, ces pays tentent de jeter les bases d'une industrie viable et indépendante.

Leur degré de réussite peut se mesurer par leur faculté de manufacturer sur place les moyens de production, de répondre à la demande intérieure par des biens nationaux, et de dégager un surplus sur le marché mondial. Par conséquent, une analyse des investissements industriels et de la prospection des marchés internationaux pratiqués par ces deux pays permet de souligner les succès et les échecs de leur industrialisation respective.

Chapitre VI

Les investissements moteurs

Le développement et la modernisation d'un pays est avant tout une question de ressources. L'investissement précède le revenu, et le revenu permet l'accumulation et le réinvestissement. La priorité des autorités algérienne et brésilienne au début des années soixante est donc d'injecter massivement des capitaux dans les branches de production susceptibles de dynamiser, par effet d'entraînement, l'ensemble de l'économie nationale.

L'Algérie :

En Algérie, la priorité accordée à l'industrialisation est reflétée dans le niveau d'accumulation. En effet, l'investissement représente, en moyenne, 50 % du produit intérieur brut au cours des décennies 60 et 70. Il est clair que la politique industrielle algérienne favorise l'accumulation du capital au détriment de la consommation. Comme l'affirment Marc Raffinot et Pierre Jacquemot : «L'investissement, privation immédiate de consommation, est à l'origine d'une croissance ultérieure de la consommation par le biais de la croissance des revenus nationaux et de l'équipement industriel»⁷⁸.

L'investissement en Algérie semble répondre à la priorité de l'État de miser sur le développement de l'industrie lourde et des hydrocarbures. Il y a en effet une suraccumulation dans les industries de base (sidérurgique, métallurgique, mécanique, électrique) et dans le secteur des hydrocarbures dont l'investissement compte pour 50 %

de la totalité des investissements industriels au cours des années 1960 et 1970⁷⁹. Viennent ensuite les industries légères (alimentation, textiles, cuirs) et enfin les industries locales (artisanat et matériaux de construction). En revanche, peu d'investissements sont consacrés à l'agriculture ou à l'industrie des biens de consommation.

L'investissement dans les industries de base atteint d'énormes proportions : 72 % au cours du Plan triennal (1967-1969), 57.3 % au cours du 1er Plan quadriennal (1970-1973), 61.2 % au cours du 2e Plan quadriennal (1974-1977) et 77 % au cours de l'année 1979⁸⁰. La quasi totalité de ces capitaux proviennent de l'État et des sociétés nationales.

Le développement de type socialiste laisse peu de place à l'initiative privée. Le secteur privé est à ce point négligeable que les investissements privés ne sont pas soumis à la planification. Par contre, la valeur ajoutée de l'industrie publique par rapport à la valeur ajoutée totale de l'ensemble industriel suit une nette progression. Elle est passée de 34 % en 1969 à 55 % en 1973 et elle atteint 66 % en 1978⁸¹. D'autre part, les investissements par le secteur public représentent 45 milliards de dinars entre 1967 et 1973 alors que la part du secteur privé pendant la même période n'est que de 650 millions⁸².

Les investissements massifs provoquent une explosion de la demande intérieure algérienne. Entre 1967 et 1978, grâce à une croissance industrielle en moyenne de 12 % par an, la consommation est multipliée par cinq. La demande de produits intermédiaires est multipliée par quatre et la demande d'équipement par vingt⁸³. En outre, les mesures d'encouragement de l'utilisation du gaz naturel entraînent le quadruplement de la demande des produits énergétiques par l'industrie, les transports et les ménages entre 1969 et 1978⁸⁴.

Les capitaux industriels sont orientés surtout vers de grandes usines dont la productivité se rapproche de celle des pays industrialisés. Les usines de production sont installées pour la plupart par des groupes étrangers, notamment français. Or, il existe deux types de contrats grâce auxquels les autorités algériennes se procurent le savoir faire technologique de l'Occident.

Le contrat le plus souvent utilisé est le contrat «clé en main» selon lequel le pays fournisseur est chargé de construire l'usine, de fournir l'expertise qui permet de démarrer la production, et d'assurer l'entretien des installations. Or, cette formule présente certaines lacunes. Par exemple, aucune garantie ne lie le fournisseur à l'acheteur et il arrive que l'usine ne soit que partiellement réalisée. En outre, la formation d'ouvriers et de cadres pour l'usine n'est pas comprise dans cette formule. Ce n'est donc pas étonnant qu'elle soit largement préférée par les FMN et les sociétés d'ingénierie car en plus la formule «clé en main» ne prévoit aucun engagement sur la qualité de production à court ou à long terme.

Le deuxième type de contrat est dit «produit en main». Il a été élaboré dans le but de compenser les lacunes de l'autre formule en garantissant au pays client la qualité et la réussite à long terme des produits et services fournis par l'usine. Conçu par la Société nationale algérienne de construction mécanique (*Sonacome*), ce type de contrat répond mieux que le premier à la stratégie de développement autonome du pays. «Elle est relativement la meilleure solution imaginable au défi qu'entend relever l'Algérie : s'industrialiser rapidement avec des taux d'intégration plus élevés que ceux connus dans les pays industrialisés⁸⁵.»

En vertu de cette formule, les entreprises étrangères doivent s'engager davantage auprès des sociétés nationales algérienne. Elle implique une obligation de résultat et surtout, elle doit répondre aux objectifs des politiques internes du pays client selon lesquels l'acquisition d'usine de l'étranger doit comporter un minimum de transfert de technologie⁸⁶. Le contrat «produit en main» assure le lien entre la phase de construction et l'étape de production. Le pays fournisseur, le plus souvent la France, pourvoit à la formation professionnelle (sur place ou en France), dispense l'assistance technique, et s'occupe de la gestion initiale de l'usine.

Le taux d'intégration des sociétés nationales grâce à la formule «produit en main» est élevé car c'est une des conditions des contrats. Les disposition des contrats en matière d'intégration prévoient la capacité de fabriquer un sous-ensemble de produits à même la société nationale cliente. La société en tire ainsi une certaine autonomie en ce qui concerne l'approvisionnement en équipement ou en pièces de rechange par exemple⁸⁷.

Il faut rappeler qu'en Algérie, chaque branche industrielle a, à sa tête, une société nationale. De plus, la répartition des usines se fait, selon les plans, officiellement en fonction des critères d'équilibre régional et d'équité sociale. Les résultats du processus d'industrialisation en Algérie indiquent à première vue un certain niveau de succès. Par exemple, en 1978, l'industrie produit une valeur ajoutée de l'ordre de 42 % de la valeur ajoutée globale, une des plus élevée d'Afrique⁸⁸. Et la création d'emploi va de bon train : 110 000 emplois par an entre 1967 et 1983⁸⁹, ce qui a fait passer le taux de chômage de 37 à 17 %⁹⁰.

Ceci dit, la croissance industrielle repose sur une surabondance de capitaux dans les procès de production au détriment du recours à la force de travail⁹¹. La productivité du travail en Algérie (hors hydrocarbures), quant à elle, est passée de 100 en 1967 à 138 en 1978⁹². Mais elle demeure cependant faible par rapport à des pays développés comme la France ou l'Allemagne.

Le Brésil :

Au début des années soixante, les classes aisées ne peuvent plus absorber l'offre de ces nouvelles industries et le pays est plongé dans une crise économique résultant de la surcapacité de production et de l'inflation grimpante. Les militaires profitent de cette période d'instabilité et ils prennent le pouvoir en 1964. Ils élaborent une nouvelle politique industrielle qui met un terme à la crise et lance le pays dans une nouvelle phase de croissance.

À l'instar de l'Algérie, le Brésil lance le concept de la substitution des exportations. Mais, conscients du vide technologique et de savoir-faire industriel, les dirigeants brésiliens ouvrent simultanément les frontières du pays aux entrepreneurs étrangers, sources de devises et de technologies modernes. L'État, dès lors, est porté à intervenir de plus en plus fréquemment en faveur du capital monopolistique.

D'importants investissements réalisés dans la construction civile, dans le transport et dans l'industrie métallo-mécanique découlent de cette coopération⁹³. Depuis cette époque, le gouvernement maintient une politique qui privilégie la production de biens de

consommation durables au point où, en 1983, la part de l'industrie de transformation dans le PIB est de 27 %.

La plus grande part de l'investissement brésilien est concentrée dans l'industrie à haute teneur capitaliste en particulier dans l'industrie d'exportation. Contrairement à l'Algérie, environ la moitié des investissements viennent d'entreprises nationales ou du gouvernement; le reste est assumé par le secteur privé⁹⁴ et les FMN.

Les entreprises nationales qui apportent le plus d'investissements sont notamment *Electrobras, Petrobras, Siberbras, Telebras, Grupo Nuclebras*. De plus, la demande en biens d'équipement de ces entreprises nationales crée une impulsion dans l'activité économique du pays.

Le gouvernement lance des grands projets d'investissement dans le domaine énergétique et dans l'exploitation des richesses minérales du pays. Il investit beaucoup dans l'infrastructure des transports et dans le stockage des céréales notamment. L'interventionnisme étatique contribue à maintenir un niveau de croissance de l'économie d'environ 5 % par année⁹⁵ jusqu'en 1968.

De 1968 à 1973, le Brésil traverse une phase de croissance économique exceptionnelle. Le «miracle» a été largement le fruit de l'investissement massif dans l'industrie d'exportation surtout par des intérêts étrangers. Le succès économique de ces années est né de l'association entre la bourgeoisie nationale, l'État et le capital monopoliste international. La conjoncture internationale en est la raison : crise agricole, marché interne trop étroit, moins d'investissements étrangers directs prévus, augmentation du prix du pétrole, détérioration des rapports d'échange (accès aux marchés mondiaux plus difficile).

Par ailleurs, grâce à des investissements massifs dans les secteurs des produits de base et d'énergie de 1975 à 1980, la croissance économique reste à un niveau élevé malgré la récession qui affecte le reste du monde⁹⁶.

Le processus d'industrialisation mis en oeuvre au Brésil met en évidence l'orientation des investissements. L'essor de l'industrialisation au Brésil est largement responsable de la croissance économique vertigineuse de l'après-guerre. Cette croissance coïncide avec l'expansion de l'industrie lourde, de l'industrie des biens d'équipement et de biens durables, et elle est soutenue provisoirement par la demande de classes à hauts revenus.

La modernisation industrielle du Brésil a deux volets. Le premier est l'expansion du marché intérieur, suite à la croissance de la population, par l'urbanisation accélérée et par l'élargissement de la classe moyenne. Le deuxième est la pénétration rapide des multinationales dans les secteurs dynamiques. Le tout s'est réalisé par la distribution très inégal des revenus et par l'accroissement des inégalités entre la minorité riche et la majorité pauvre. En somme, le développement du Brésil a été payé par une lourde dette sociale.

Les conditions sociales prédominantes du pays sont loin de progresser au même rythme que l'industrie qui atteint des niveaux supérieurs à la norme des pays du Tiers-Monde à cette époque. Le pays consacre d'énormes ressources dans le développement des secteurs de pointe, mais il sacrifie d'autres secteurs tout aussi importants pour la modernisation du pays tel qu'en témoigne la citation suivante :

Au cours des années de gouvernement militaire, à partir de 1964, le Brésil a beaucoup investi dans des domaines porteurs d'avenir comme la recherche et l'enseignement. Mais il a fait ouvertement le choix de ne pas répartir ces efforts pour le bien de l'ensemble de la population. La

politique sociale a été réduite au strict minimum. Les salaires ouvriers n'ont cessé de baisser⁹⁷.

Il y a peu d'épargne nationale et peu d'effort investi dans l'amélioration des conditions sociales. Pourtant, l'accès aux capitaux étrangers est facile au cours des années 1970 car les taux d'intérêt réels sont en fait négatifs si l'on compare les taux d'inflation des pays prêteurs (à cause de la crise du pétrole) aux taux d'intérêts des principales banques internationales⁹⁸. Les questions d'ordre social ne semblent tout simplement pas entrer dans les priorités de l'État.

Enfin, comme pour l'Algérie, la substitution des importations force le pays à adopter une stratégie d'industrialisation basée sur l'exportation car pour produire localement il faut importer des biens de capital et d'équipement. La hausse du prix du pétrole à partir de 1973 ne fait que renforcer cette stratégie.

Chapitre VII

La prospection des marchés internationaux

L'Algérie :

L'État algérien, qui a le monopole du commerce extérieur, mène une politique dynamique de diversification des marchés qui lui donne progressivement accès au marché des pays membres de la CEE et, moindrement, à celui des pays de l'Est. En l'espace de vingt ans, sa dépendance commerciale envers la France diminue de moitié.

La part de la Communauté européenne (hors France) dans les exportations algériennes, augmente de 17 % en 1966 à 28,7 % en 1980. Il faut cependant noter que les États-Unis absorbent environ 50 % des exportations algériennes⁹⁹ en 1980. Quant aux importations en provenance de France, elles chutent au profit de l'Europe dont la part grimpe de 9 % en 1966 à 51,3 % en 1980. Les importations des autres pays de l'Est progressent graduellement mais n'atteignent que 4,2 % en 1980¹⁰⁰.

Ces statistiques révèlent que pour élargir les bases de l'accumulation interne, l'Algérie socialiste et introvertie, pratique une politique d'échange international très élaborée. L'Algérie s'ouvre à l'échange international au point où, en 1980, le commerce extérieur compte pour 69,4 % de son PNB¹⁰¹.

Les situations de monopole, dirigées en particulier de la France, sont pratiquement éliminées. Des liens économiques multilatéraux plus équitables prennent forme grâce à des ententes avec des partenaires commerciaux et industriels divers.

Le Brésil :

Les échanges internationaux occupent une place prépondérante dans l'activité économique du Brésil. À leur arrivée au pouvoir, les militaires préconisent une politique énergique d'exportations internationales dans les secteurs à haute valeur ajoutée, alors qu'avant les années cinquante le secteur dynamique est l'agriculture d'exportation..

À partir des années soixante, et particulièrement dans les années soixante-dix, l'industrialisation brésilienne s'orienta vers le double objectif visant à la construction du marché interne et à la conquête d'espaces à l'extérieur. La production des produits manufacturés pour l'exportation augmenta durant deux décennies selon un rythme substantiellement supérieur à celui de la production manufacturière pour le marché interne¹⁰².

Le commerce extérieur du Brésil se comporte de deux façons. D'une part, la marchandise qui renferme une assez haute teneur en capital et une main d'oeuvre spécialisée est exportée vers des pays du Tiers-monde moins dotés en capital. D'autre part, les produits primaires ou semi-manufacturés sont envoyés vers les pays industrialisés. Cette diversification des exportations permet de diminuer la vulnérabilité du secteur d'exportation envers les pays importateurs.

Vingt ans après l'arrivée des militaires au pouvoir, près d'un quart des exportations vont aux États-Unis, un quart vers la Communauté européenne et environ 30 % vers les pays du Tiers-Monde dont 8 % à l'Afrique. Le Brésil, tout en élargissant considérablement son réseau de commerce avec les pays développés, pratique une politique d'intégration dans l'ensemble du continent sud-américain mais aussi avec d'autres pays en voie de développement ailleurs au Moyen-Orient et en Afrique¹⁰³.

Le gouvernement encourage les exportations en éliminant certains impôts directs et indirects, en finançant des exportations grâce à des taux d'intérêts négatifs par rapport à l'inflation et en dévaluant le Cruzeiro. Entre 1960 et 1985 la valeur des exportations a été multipliée par vingt¹⁰⁴.

La recherche de débouchés extérieurs par le Brésil de 1965 à 1986 permet de multiplier par six la part de la production manufacturière exportée. C'est ainsi que le taux de croissance annuel moyen des exportations est de 5,3 % dans les années 1960. Il grimpe à 11,7 % par année de 1970 à 1975 et redescend à 5,1 % dans les années 1980¹⁰⁵.

Il est intéressant de noter que la part des exportations dans le PIB du Brésil a rarement dépassé les 10 % et se situe le plus souvent aux environs de 6 % et que la participation du pays aux exportations mondiales chute de moitié de 1950 à 1983. La croissance spectaculaire du Brésil ne peut donc être expliquée uniquement à partir de la croissance des exportations.

Il s'avère que la clé de cette croissance se trouve au niveau financier. En effet, le marché financier brésilien subit une rapide transnationalisation à la suite de la suspension de la convertibilité en or du dollar américain¹⁰⁶. Les réserves monétaires mondiales se sont mises à gonfler rapidement. Le Brésil présente alors des caractéristiques qui attirent les détenteurs de surplus de capitaux.

Chapitre VIII

Les Limites de l'industrialisation

Malgré des investissements massifs et des politiques d'industrialisation vigoureuses, l'Algérie et le Brésil se trouvent de plus en plus dépendants des investissements, de la technologie et des marchés des pays industrialisés. Le manque d'intégration et les disparités qui caractérisent respectivement les économies de ces deux pays constituent également des obstacles à l'élargissement de leur marge de manoeuvre et la consolidation de leur base industrielle.

L'Algérie :

La stratégie de résistance menée par l'Algérie a réussi dans la mesure où cette dernière a réduit sa dépendance envers la France. Or, cette politique de diversification qui lui a permis de s'associer avec certains autres pays européens n'a pas pour autant accru l'indépendance de l'Algérie.

En se rapprochant de pays comme la RFA, les États-Unis et l'Italie, l'Algérie s'est replacée dans une forme de dépendance élargie en particulier en ce qui concerne les transferts de technologie et la contraction de dettes. Par l'entremise d'accords bilatéraux et multilatéraux, au cours des années 60 et 70, les pays européens et les États-Unis sont parvenus à obtenir en contrepartie de leurs achats d'hydrocarbures la vente de matériels et d'usines.

L'accès à un plus grand nombre de marchés change peu le caractère mono-exportateur de l'économie algérienne. Les relations commerciales avec la France restent foncièrement inégales. Par exemple, les politiques d'obstruction systématique pratiquées par la France lui permettent de maintenir une balance commerciale excédentaire avec l'Algérie. La France profite ainsi de la dépendance de son ancienne colonie en ce qui concerne l'approvisionnement en biens technologiques et d'équipement.

Le modèle de développement autarcique algérien ne semble pas freiner l'extraversion de l'économie nationale. À moyen terme la dépendance est aggravée par le recours à la technologie extérieure étrangère et, conséquemment, par le besoin de crédits externes et par une tendance à l'exportation poussée. En somme, la stratégie d'industrialisation algérienne, contrairement aux prévisions des Plans, ne produit pas les effets d'entraînement indispensables à l'intégration de l'industrie. Elle n'a pas suffisamment induit les conditions internes nécessaires à la production de capacités technologiques nationales. Par exemple, l'État ne parvient pas à élever les niveaux de scolarisation et de formation pour satisfaire aux besoins de l'industrie. Le retard dans ce domaine entraîne des coûts élevés de l'emploi industriel puisque l'Algérie doit recruter ou former sa main d'oeuvre à l'étranger.

Le taux de couverture de la demande nationale baisse progressivement de 1967 à 1977 devant l'incapacité de l'industrie nationale de produire suffisamment. Les importations compensent le faible taux de couverture de la demande; elles représentent 25 % de la production intérieure brute au moment du plan triennal, 33 % au 1er Plan quadriennal et 48 % au 2e Plan quadriennal.

La production nationale des biens de consommation, pas plus que la production des biens intermédiaires, ne répond à la demande intérieure¹⁰⁷, ce qui met de la pression à la hausse sur les importations. Aussi, l'importation de technologie implique souvent l'obligation de la part des acheteurs de s'approvisionner en produits intermédiaires auprès du même fournisseur qui exerce ainsi un contrôle de monopole sur les prix qu'il peut élever au-dessus de la norme internationale.

Le cantonnement de la production dans le secteur primaire, et dans l'industrie agricole et extractive rend rigide l'offre nationale. En outre, les investissements massifs dans l'industrie algérienne se suffisent pas à augmenter l'offre. Les gaspillages et les surcoûts combinés à la lourdeur de l'appareil bureaucratique (retard, délais etc.), à la sous-qualification de la main d'oeuvre et aux prix déloyaux (surfacturations) demandés par les pays fournisseurs de matériels et de services, contribuent à limiter le développement d'une base industrielle en Algérie.

Les formules d'industrialisation «produit en main» et «clé en main» conçues pour conférer à l'Algérie le contrôle des industries importées de l'Occident présentent certaines failles dont profitent les FMN. Une de ces principales lacunes est le peu de maîtrise de la gestion par les Algériens.

Les singularités et antinomies du «produit en main» sont des corollaires du paradoxe fondamental qui caractérise la politique algérienne, paradoxe consistant à poursuivre l'édification d'une économie nationale autocentrée par le moyen d'une démarche radicalement extravertie¹⁰⁸.

En outre, les méthodes d'industrialisation grâce aux formules «produit en main» et «clés en main» sont très onéreuses car toutes les tâches de réalisation et de

fonctionnement des usines sont confiées à des constructeurs étrangers à de forts prix. L'achat d'équipement et d'autres biens complémentaires et indispensables au fonctionnement des usines est réalisé en devises étrangères dont l'accès est limité par l'inconvertibilité de la monnaie nationale sur le marché international.

La marge de manoeuvre des entreprises est affectée par le taux élevé de l'argent, par un approvisionnement difficile à cause de la législation douanière sévère. Les entreprises dépendent également de la législation sociale qui les oblige à payer des cotisations en tant qu'employeur ce qui relève le prix de revient. Ces contraintes obligent certaines sociétés à emprunter beaucoup et à long terme pour continuer de fonctionner.

Mais les entreprises algériennes font aussi face aux obstacles dû au favoritisme des institutions internationales envers les pays qui en sont les principaux membres. Par exemple, la banque mondiale a déjà refusé d'accorder des crédits à l'Algérie pour la construction d'une usine de liquéfaction en lui suggérant d'aller solliciter les États-Unis à qui profite la production de l'usine en question¹⁰⁹. Devant de pareilles contraintes, les sociétés nationales pour la plupart ne réussissent à équilibrer leur budget que grâce aux subventions de l'État.

Malgré la nationalisation massive de l'industrie, l'Algérie procède davantage à la création de nouvelles entreprises comprenant de nouvelles technologies plutôt qu'à l'extension des capacités productives déjà existantes dans le pays. Inévitablement, les techniques de production modernes s'imposent à l'industrie algérienne aux prix d'une dépendance accrue en biens d'équipement et d'une sous-utilisation d'une main d'oeuvre abondante.

Les besoins en technologie impliquent des dépenses en capital et des coûts de production très élevés. La faible maîtrise de la technologie conduit à une sous-utilisation des capacités productives, à la dépendance vis-à-vis de l'extérieur pour les matières premières et l'assistance technique. En conséquence, le rendement du capital chute entre les années 1960 et 1970¹¹⁰.

Le coût de l'industrialisation en capital est deux fois plus élevé qu'en Occident et le coût de la création d'emploi est multiplié par cinq par rapport aux normes internationales¹¹¹. Par ailleurs, la main d'oeuvre est instable car les emplois sont mal rémunérés et les salaires varient d'une entreprise nationale à une autre à cause de la concurrence que les entreprises se livrent entre elles. Il faut en conclure que l'État est incapable de maîtriser les conditions de reproduction du salariat et de prévenir la croissance dissymétrique des branches de l'industrie.

Le blocage du processus d'industrialisation provient en partie de la suraccumulation de capitaux par rapport à la main d'oeuvre utilisée. L'économie est incapable d'absorber les capitaux qui entrent à flot, ce qui entraîne une pénurie des moyens de réalisation et de main d'oeuvre qualifiée.

L'État n'est pas plus en mesure de corriger le problème de distorsion entre la capacité de production et la capacité de consommation. L'économie souffre de déséquilibres entre les investissements et la production. Les usines produisent la plupart du temps en deça de leur capacité et les tentatives d'autarcie mises de l'avant par l'Algérie ont pour effet d'orienter la production industrielle en fonction des exigences du marché interne. L'étroitesse du marché et l'absence de concurrence stimulante rend l'industrie

algérienne obsolète par rapport aux exigences du marché international minant ainsi les débouchés potentiels de la production nationale.

Le Brésil :

Au début des années soixante, le gouvernement brésilien, selon ses déclarations, avait pour objectif de rendre son complexe industriel davantage national et autosuffisant. Les mesures prises par celui-ci n'ont assurément pas permis d'atteindre ce but. Si mince que soit la marge de manoeuvre de l'Algérie, celle du Brésil est encore plus limitée. Parmi les phénomènes paradoxaux observés au Brésil se dresse la distorsion entre la capacité de production et la capacité de consommation.

En effet, depuis la fin des années 50, l'industrie des biens de consommation non durables comme l'alimentation, les textiles ou les vêtements, se développe beaucoup plus lentement que l'augmentation globale du revenu national. La construction des logements connaît également une certaine stagnation. Par ailleurs, la production de biens de consommation durable pendant cette même période grimpe singulièrement¹¹².

Cette distorsion s'explique par l'inégalité croissante de la redistribution des revenus entre les couches de la population et par des politiques répressives contre les travailleurs au bas de l'échelle. L'augmentation des revenus touche presque exclusivement la bourgeoisie urbaine alors que la portion la plus pauvre de la société voit ses revenus sans cesse baisser et son accès aux biens essentiels diminuer¹¹³.

L'inégalité de la distribution des revenus permet l'émergence d'une classe aisée dont les besoins donnent lieu à la croissance du secteur des biens durables. En outre

l'acquisition des biens de consommation durables par les couches nanties peut être réalisée bien plus avantageusement que l'acquisition des biens non durables par le reste de la population, grâce à un système de crédits et de prix favorables pour la première catégorie de produits¹¹⁴.

Un autre obstacle dans le développement de l'industrie brésilienne provient de la piètre qualité de l'éducation. «Les carence du système éducatif font du Brésil la lanterne rouge, largement dépassé par des pays nettement moins riches¹¹⁵». En 1983, seulement 6,1 % du budget de l'État est consacré à l'éducation alors que l'Algérie en dépense le double. En conséquence, le Brésil est au prise avec un grave problème d'analphabétisme et un manque d'ouvriers spécialisés et de techniciens¹¹⁶, problème que le gouvernement ne semble pas s'efforcer de régler.

À la désarticulation sociale s'ajoute la désarticulation régionale. Il y a une forte tendance à la concentration de l'activité industrielle dans les grands centres urbains en particulier là où l'on retrouve une main d'oeuvre abondante, un certain degré d'organisation sociale et une infrastructure de base¹¹⁷. L'industrialisation aggrave les inégalités en donnant lieu à une compétition déloyale entre les grands centres, notamment Sao Paulo, et les vastes régions dispersées. À ce sujet, Ignacy Sachs affirme qu'elle «se faisait à travers l'accroissement des inégalités entre la minorité nantie et la majorité des pauvres, au détriment des ruraux et en faveur des citadins, moyennant des coûts sociaux et écologiques les plus souvent exorbitants¹¹⁸».

L'extrême pauvreté qui afflige une grande partie de la population rend le marché moins propice à l'écoulement de produits de haute teneur technologique. D'un côté, le

secteur traditionnel de l'industrie répond aux besoins de la couche de population défavorisée et de l'autre, le secteur moderne se tourne vers la tranche supérieure du marché national. «Tout en augmentant le revenu moyen, la croissance de l'économie brésilienne a engendré des difficultés et détérioré les conditions de vie d'immenses contingents de la population brésilienne¹¹⁹.»

La demande interne plafonne car il y a un écart important entre le revenu des ouvriers et les prix à la consommation. Les revenus sont déterminés par les conditions du marché du travail local alors que le prix des marchandises est influencé par ce qui se pratique dans les pays riches¹²⁰. Si les entreprises en tirent une marge de profit importante, ce phénomène compromet l'élargissement de la demande interne.

La demande du marché international quant à elle influe grandement sur la balance commerciale du Brésil. Dès l'instant où la vente des matières premières sur les marchés mondiaux tend à décliner à cause de la contraction de la demande, les termes de l'échange se détériorent. Les importations de capitaux et de technologie indispensables à l'industrie diminuent et bloquent ainsi la production interne, entraînant la chute du niveau de vie.

Au fur et à mesure que la marge de manoeuvre de l'industrie nationale brésilienne se rétrécit, les politiques de nationalisation, les mesures limitant le financement national des investissements étrangers et la part des profits tirés par les entreprises étrangères sont délaissées. L'État tend alors à favoriser une association plus étroite au capital international. La chute du gouvernement populiste est une conséquence de cette transformation¹²¹.

Depuis 1955, la baisse constante des prix des matières premières diminue la marge de manoeuvre du gouvernement brésilien et de l'industrie locale. En outre, la politique de diversification des exportations de produits primaires du Brésil se heurte aux difficultés propres du marché international qui est saturé de ces produits, ce qui accentue la détérioration des termes de l'échange. Les groupes monopolistes en majorité nord-américains déjà présents sur les marchés extérieurs constituent un autre obstacle à cette politique.

À partir de 1968, la croissance économique accentue les besoins d'importation et d'investissement à la consommation. Cette tendance va de pair avec la croissance des multinationales et avec la dénationalisation de l'économie. Les investissements directs passent de 28 millions de dollars en 1964 à 900 millions en 1975. Les prêts et financements étrangers triplent de 1969 à 1970¹²².

La croissance du Brésil durant les années « miracle » dépend du marché du pétrole qui reste bon marché jusqu'en 1973. La crise du pétrole remet en question le type de développement « bon marché » poursuivi par le Brésil depuis la guerre. Le niveau d'investissement jusqu'au début des années 70 est massif, mais l'inflation qui fait rage depuis la première crise pétrolière met un frein à l'investissement privé. Cela donne lieu notamment à une redéfinition des politiques énergétiques du pays et à l'utilisation plus poussée de la substitution des importations. En 1968, les produits pétroliers comptent pour 10 % des importations; en 1981, ce chiffre est de 51 %¹²³.

Les années 70 sont le théâtre d'un nouveau phénomène au Brésil, la croissance des « joint ventures¹²⁴ » entre des entreprises publiques et des multinationales. Ces dernières

profitent de l'occasion qui leur est fournie de s'associer à du capital sûr. Cette garantie pour l'investissement incite beaucoup d'entreprises étrangères à venir ouvrir des filiales au Brésil. Les entrepreneurs locaux deviennent souvent des sous-traitants de firmes multinationales.

Aucune politique n'est appliquée pour protéger l'artisanat et la petite industrie traditionnelle exposés à la concurrence des usines modernes, ce qui exerce des pressions sur l'emploi. Les entreprises publiques occupent une place prépondérante dans l'industrie nationale avec les entreprises étrangères alors que l'entreprise privée nationale se trouve dans les domaines les moins dynamiques de l'économie tels que l'alimentation ou les textiles.

Par exemple, en 1973, des 200 plus importantes entreprises brésiliennes dans le secteur de la mécanique, 75 % appartiennent à des groupes étrangers¹²⁵. En outre, les entreprises étrangères contrôlent en moyenne de 60 % à 80 % du capital dans la production de biens d'équipement. Le secteur des biens d'équipement est donc très dépendant de la technologie étrangère. Les FMN occupent une large part de l'industrie de pointe. Le capital étranger contrôle 90 % de l'automobile, 90 % de la pharmacie, 70 à 80 % du secteur électrique et électronique et 65 % des équipements industriels.

L'expansion des marchés intérieur et extérieur semble donc être le résultat de l'industrialisation à forte productivité par le capital monopoliste international. Au cours des années soixante dix, les entreprises multinationales ont contribué au «miracle» brésilien en investissant massivement dans l'industrie d'exportation. Pendant cette période, le capital international utilise ses moyens pour empêcher l'État de s'immiscer davantage

dans l'économie nationale et va même jusqu'à bloquer le financement de certaines compagnies nationales telles que Pétrobras ou Alcalis¹²⁶. Les liens structurels entre la Pétrobras et le secteur de l'automobile, grand consommateur de produits pétroliers, rendent la plus importante entreprise publique du Brésil très vulnérable aux fluctuations du marché de l'automobile sous tutelle étrangère.

Certaines entreprises étrangères réalisent d'énormes bénéfices : le rapport bénéfice/capital investi est de 8470 % pour la British American Tobacco. Ainsi, à partir d'un investissement initial de 2.5 millions de dollars, la compagnie a réalisé un bénéfice de 211 millions de dollars dont 82 millions expatriés du Brésil. La compagnie allemande Volkswagen quant à elle produit 352 millions d'excédents dont 279 millions sont rapatriés en Allemagne¹²⁷.

Il n'existe véritablement qu'un seul organisme gouvernemental, le Conseil du développement industriel (CDI), dont le mandat est d'exercer un certain contrôle sur l'essor de l'industrie. Mais à cause de l'accentualisation de la décentralisation politique et économique, le Conseil ne dispose que d'une marge de manoeuvre trop réduite pour mettre en oeuvre une planification globale. La grande faiblesse du CDI est que les firmes étrangères sont représentées au sein du CDI au même titre que les industries domestiques. Elles possèdent donc les outils pour influencer directement les politiques industrielles formulées par le Conseil.

Par ailleurs, la politique industrielle du Brésil appliquée par le CDI est assujettie à un contrôle très laxiste. La plupart des projets industriels sont acceptés grâce à des critères peu rigoureux. Le Conseil met l'accent sur la capacité des entreprises à réduire leurs

importations de produits finis, sur leur potentiel d'exportation et sur la valeur qualitative de la technologie qu'il apporte au pays mais il ne fait pas d'analyse de la rentabilité et ne préconise pas de programmation sectorielle.

Chapitre IX

La précarité du tissu industriel

Après vingt ans de développement, le tissu industriel tant en Algérie qu'au Brésil demeure fragile. L'Algérie, certes, accomplit une partie des objectifs de ses Plans lorsqu'elle construit de vastes complexes industriels et elle réussit à produire certains biens durables et de haute technologie.

L'Algérie profite amplement de la rente du pétrole, moteur de son industrialisation, pour jeter les bases d'un système industriel introverti mais promu à la dépendance par rapport aux fournisseurs et acheteurs étrangers. Le processus d'industrialisation est cher car il consiste à acquérir des équipements et des services de technologie des pays occidentaux. L'industrialisation algérienne ne permet pas l'accumulation progressive du savoir-faire technologique. Dans ce pays, la création d'industries n'est pas forcément synonyme d'industrialisation.

L'infiltration de l'Occident dans les procès de production de la périphérie apparaît avec l'installation d'un grand nombre d'usines par l'étranger sans qu'il n'y ait de véritable transfert de technologie. Cantonnée dans son rôle de producteur et d'exportateur de produits primaires, l'Algérie a peine à répondre à la demande interne de produits durables.

Malgré tout, la politique industrielle algérienne présente des caractéristiques cohérentes car elle combine un effort d'investissement considérable, une méthode d'industrialisation perfectionnée, le monopole du commerce extérieur et la diversification

des échanges extérieurs. «La cohérence de la vision algérienne s'appuyait sur un triptyque fondamental : une volonté d'économie autocentrée, une gestion socialiste de l'économie, une rente pétrolière garante d'un investissement intensif¹²⁸». La principale faiblesse de cette politique est de faire appel à de la technologie et à des biens d'équipement de haut niveau uniquement disponibles auprès des pays industrialisés. Ceci place l'Algérie dans une nouvelle forme de dépendance technologique et financière.

Au Brésil, l'expansion des marchés intérieur et extérieur est liée à l'engouement du capital monopolistique mondial pour l'industrialisation à forte productivité. L'État autoritaire maintient un environnement stable et propice à l'investissement aux dépens des plus démunis de la population et promulgue des politiques fermes envers les ouvriers.

La modernisation qui accompagne l'industrialisation au Brésil est due d'une part à l'élargissement de la classe moyenne et à ses habitudes de consommation et, d'autre part, à la pénétration des firmes transnationales dans les secteurs de production et de commercialisation et à l'investissement dans l'industrie à haute teneur capitaliste.

Les stratégies de développement adoptées par ces deux pays leur permettent incontestablement d'augmenter leur production industrielle et en particulier d'accroître la part des produits industriels dans les exportations. Or il est clair, qu'en ce qui concerne le Brésil, l'industrialisation dépend nettement d'une cooptation croissante par le capital étranger. Par ailleurs, à l'instar du Brésil, l'Algérie oriente de plus en plus sa production en fonction du marché mondial, car c'est une façon de remédier aux blocages internes à l'accumulation. En somme, l'industrialisation fournit des marchandises mais ne change

pas l'ordre social ni ne met un frein au développement asymétrique entre les couches de population particulièrement au Brésil.

Le processus d'accumulation en Algérie et au Brésil entraîne un décalage grandissant entre la capacité de production et la capacité interne de consommation. Le phénomène est particulièrement aigu au Brésil à cause de l'inégalité considérable des revenus et des déséquilibres entre les régions. Dans ces circonstances, la conquête de débouchés extérieurs devient le moyen le plus rapide pour maintenir la croissance de l'accumulation.

Le développement d'une base industrielle dans ces deux pays est limité par l'intégration progressive de leurs économies au sein du marché mondial. La stratégie d'industrialisation est bloquée dès l'instant où la demande interne, trop faible, ne peut être compensée par l'exportation.

L'objectif de la politique d'échange international du Brésil et de l'Algérie est d'élargir les bases de l'accumulation interne, car l'étroitesse du marché national est une entrave à la reproduction élargie du capital. Aussi, l'accès au marché mondial répond à un besoin croissant, autant au Brésil qu'en Algérie, de combler le déficit de la balance des paiements.

L'accumulation productive dans les deux pays faits face à une conjoncture hostile de l'échange inégal, de l'internationalisation du financement de la production et de la commercialisation qui tend à désavantager les pays du Tiers-Monde. À moyen terme, l'Algérie pas plus que le Brésil ne réussit à transformer ses revenus d'exportation en capital productif durable.

L'industrialisation de l'Algérie et du Brésil apparaît comme un moyen efficace d'élargir le champ d'action du capitalisme mondial par la prolatérisation de la force de travail national et par l'homogénéisation de la consommation axée sur la propagation des produits occidentaux. Le modèle imitatif de consommation et d'industrialisation au Brésil et, dans une moindre mesure en Algérie, provoque d'une part la mise en contradiction des ressources disponibles dans chacun de ces pays avec les exigences du développement industriel et d'autre part la création d'un régime d'exclusion sociale qui privilégie l'élite dirigeante.

Partie III

Les exigences différenciées de la régulation internationale

L'économie-monde telle qu'elle s'est développée depuis la Deuxième guerre mondiale est une création du système capitaliste dont la reproduction s'effectue de manière irrégulière à l'échelle du monde. Cette reproduction évolue inégalement car l'économie mondiale est divisée en réseaux hiérarchisés d'où découlent les rapports de domination centre-périphérie.

Les rapports entre les pays du Nord et du Sud dépendent directement des termes de l'échange définis par le rapport entre la valeur des exportations d'un pays et celle de ses importations¹²⁹. À partir du début des années 1970, les termes se détériorent à cause de l'orientation excessive des économies du Sud vers l'exportation axée sur les produits de base.

La spécialisation internationale semble ainsi se faire au seul avantage des pays producteurs de biens industriels. Les secteurs des services et de la haute technologie du centre prennent de plus en plus de place dans les échanges internationaux. Alors, les matières premières du Sud perdent de leur influence dans le commerce international. Le manque de maîtrise de l'information par les pays du Sud constitue un obstacle supplémentaire à l'insertion de ces derniers dans les échanges mondiaux¹³⁰. Comme le signale Samir Amin :

Le développement de la périphérie ne lui a jamais permis de rattraper le centre parce que, à chaque étape de l'évolution du centre, une nouvelle étape d'une division internationale du travail, qui restait inégal, attribuait à la périphérie des fonctions subalternes¹³¹.

Il est généralement admis que les obstacles au développement de la périphérie proviennent d'une faible productivité du travail à cause de moyens techniques limités, donc chers. Les blocages au développement découlent également de la concurrence internationale, de la fuite des capitaux (recours à l'endettement) et de la détérioration des termes de l'échange. Ces obstacles font que les prix des matières de base et des produits manufacturés à faible investissement en capital subissent un écart grandissant défavorable par rapport aux prix des importations.

La dégradation des termes de l'échange rend difficile la poursuite de l'expansion des échanges extérieurs par les pays du Sud. Ces derniers entrent en concurrence les uns avec les autres, ce qui provoque une baisse des prix de leurs produits. Afin de compenser la baisse de prix, ils accélèrent la production ce qui accentue d'autant plus la baisse des prix. La perte de revenu au niveau des exportations force les pays du Sud à emprunter massivement. Le service de la dette qui en découle les oblige à augmenter les exportations. Ainsi se poursuit la détérioration des termes de l'échange. Les pays du Nord profitent de cette situation en ayant accès à des produits de base à prix avantageux.

L'économie mondiale est ainsi soumise à un ensemble de paramètres définis par les intérêts économiques capitalistes du Nord. Ces paramètres répondent aux exigences de reproduction du capital à l'échelle de la planète. Le mouvement du capital est donc balisé par un système de régulation internationale qui s'applique selon la zone économique où le capital intervient.

Les relations Nord-Sud sont caractérisées par une remarquable asymétrie : les pays industrialisés à économie de marché dépendent pour leurs débouchés beaucoup plus de leur commerce mutuel que de leurs échanges avec les pays en voie de développement, alors que l'inverse se vérifie pour

ces derniers : ils dépendent beaucoup plus de leurs exportations vers les premiers que de leurs débouchés réciproques¹³².

Cette régulation se définit par l'ensemble des procédures de contrôle et d'affectation du surplus susceptibles d'assurer la reproduction du système capitaliste à l'échelle mondiale. La régulation est la pierre angulaire du capitalisme moderne. Elle permet de tirer un profit optimum des pays les plus pauvres en leur imposant certaines exigences. La première des exigences de la régulation internationale est de reproduire les conditions nécessaires à la mise en valeur du capital.

Les exigences de la régulation internationale sont différentes selon les pays du sud car ces pays ont des caractéristiques économiques et sociales qui varient selon l'inventaire de leurs richesses naturelles, leur gouvernance et leurs liens historiques avec les pays du nord. Le capital mondial s'installe dans ces pays pour y exploiter ce qu'ils ont de plus profitables.

Parmi les principaux organes de la régulation internationale se trouvent les FMN. Ces entreprises apatrides ont un comportement généralement oligopolistique. Elles se caractérisent par leur situation de monopole au niveau de la technologie, des produits et de leur impérialisme économique au niveau des marchés. Les firmes investissent à l'extérieur pour étouffer la concurrence, protéger leur emprise sur le marché, profiter des bas salaires et échapper à l'imposition en s'implantant dans des pays à faible fiscalité ou en faisant enregistrer l'essentiel de leur profit dans des pays à faibles fiscalités. Liées au phénomène de la régulation internationale, les FMN constituent un des instruments essentiels pour l'expansion du capitalisme mondial.

Les effets variés de la régulation internationale semblent découler des quatre exigences principales identifiées aux fins de cette recherche. Il s'agit de la protection des intérêts et de la garantie des investissements des pays du centre, l'élargissement de la production et l'acquisition des facteurs de production à moindre coût et enfin l'homogénéisation de la consommation et l'harmonisation de la production; toutes modalités auxquelles le Brésil et l'Algérie ont été obligés de se conformer.

En outre, le Brésil et l'Algérie, bien qu'ayant opté pour des stratégies de développement différentes, se sont tous deux placés sous les fourches Caudines de l'économie mondiale. Le capitalisme d'État mis en oeuvre par ces deux pays s'est inéluctablement soumis aux exigences différenciées de la régulation internationale.

Chapitre X

La protection des intérêts du centre et la garantie des investissements

Un des principaux objectifs des États du centre est d'assurer la protection et la longévité de leurs industries. Les investissements ne sont profitables que s'ils comportent des garanties de rentabilité à long terme. Face à une crise qui risque de mettre en péril la rentabilité des placements, le capitalisme met en place des mécanismes qui lui permettent de s'adapter à d'imprévisibles contrariétés de production.

Après une période de haute croissance depuis la fin de la 2e Guerre mondiale jusqu'aux années soixante, les entreprises occidentales connaissent une baisse de rentabilité liée aux limites de productivité auxquelles est soumis l'ensemble du système économique du centre. Afin d'augmenter leurs rendements, les sociétés misent sur l'intégration de nouvelles techniques de production qui exigent des niveaux d'investissement supérieurs.

L'élargissement des bases financières des entreprises conduit ces dernières à élargir du même coup l'espace de vente de leurs produits. L'étroitesse du cadre national et le besoin d'acquérir de nouveaux gains de productivité incitent à produire à l'extérieur des frontières nationales. Les acteurs économiques du centre procèdent alors aux transferts de capitaux grâce, principalement, aux firmes multinationales.

C'est à partir des années soixante que la multinationalisation connaît un développement spectaculaire. Contrairement aux crises précédentes, la crise des années soixante-dix démultiplie la multinationalisation du capital. L'expansion de la production

hors frontière vers la périphérie induit une forte augmentation de l'investissement direct par les sociétés mères dans des filiales relais (substitution des importations), des filiales ateliers (stratégies d'exportation) et des filiales primaires (sécurités d'approvisionnement).

Les sociétés multinationales s'imposent graduellement car elles contrôlent le développement du marché, disposent de la technologie nécessaire et sont financièrement autonomes. En 1973, plus de dix mille FMN sont présentes à travers le monde¹³³. Non seulement elle bénéficient du soutien de leur État d'origine mais elles peuvent compter sur l'appui des grandes institutions politiques et financières de la planète.

Banque mondiale, OCDE, ONUDI ont conjugué leurs efforts au début des années 70, pour convaincre de la nécessité d'orienter délibérément l'industrie vers l'exportation; ils y ont réussi au profit des grandes firmes mais au risque de provoquer la déformation et d'aggraver la dépendance des économies qui s'y sont prêtées, en particulier dans les nouveaux pays industriels¹³⁴.

Les firmes multinationales détiennent une grande part du capital international et elles s'appliquent constamment à en faire accroître la valeur. Elles répondent ainsi à la première exigence de la régulation internationale : la mise en valeur du capital.

La régulation exige aussi la sécurisation des approvisionnement en matières premières, l'obtention des ressources à bon compte, la sécurité et la stabilité en ce qui a trait au financement des approvisionnements du centre. En ce sens, les FMN injectent leur capital dans différents secteurs répartis dans plusieurs régions du globe. La diversification permet ainsi de protéger les investissements contre la diminution des débouchés et des approvisionnements.

Les multinationales, pour la plupart, ont tendance à rapatrier vers la société mère les profits réalisés dans leurs filiales des pays du Sud. Par exemple, les FMN installées au Brésil, pratiquent l'évasion fiscale en minorant les prix à l'exportation de manière à transférer les bénéfices réels dans leur pays d'origine et payer le moins d'impôt possible au Brésil. En somme, les firmes créent leur plus-value dans le pays hôte et la réalisent dans le pays d'origine.

Les capitaux étrangers sont injectés de préférence vers des pays périphériques ayant l'environnement le plus profitable. La stabilité politique, la politique libérale envers le profit et le rapatriement de celui-ci et l'étendue du marché sont généralement les conditions recherchées par le capital mondial.

En outre, la stabilité du régime politique du pays hôte est une condition sine qua non à la protection des investissements. Or, à partir de 1964, les militaires brésiliens et leur régime autoritaire ont fait en sorte que cette condition soit remplie. Les stratégies de développement qu'ils prônent s'arriment avec les exigences de l'économie mondiale représentée par les FMN.

Au Brésil, la pénétration des capitaux touche principalement les domaines de l'outillage et de la mécanique. Le capital international s'installe dans ce pays grâce notamment à ses politiques d'ouverture aux investissements étrangers mais également à cause de la détérioration des termes de l'échange, conséquence principale de la crise du pétrole¹³⁵. Le capital international s'implante au Brésil afin de profiter de son immense marché et de ses ressources naturelles.

En Algérie, au lendemain de l'indépendance, les trusts internationaux cherchent à faire plier l'Algérie qui pratique des nationalisations massives touchant sa principale industrie. Les trusts vont jusqu'à tenter un blocus contre l'exportation du pétrole algérien. Finalement, une contre-offensive du gouvernement algérien aboutit à une entente avec le capital étranger. Si d'une part, les dirigeants algériens plient sous l'exigence de leurs clients du Nord, d'autre part, ils obtiennent du centre la construction en Algérie d'usines modernes «clés en main» indispensables au programme d'industrialisation. «Ne sont en position de négocier que les États qui refusent l'implantation directe des filiales et cherchent à lui substituer l'achat d'usine «clés en main» dans le cadre d'un programme global d'industrialisation¹³⁶».

Le secteur pétrolier algérien, par la suite, connaît une infiltration progressive de capitaux étrangers devenus indispensables pour le fonctionnement et la modernisation de cette industrie. Dorénavant, le Nord, en particulier l'Europe et surtout la France, assure son approvisionnement en produits pétroliers de l'Algérie.

En somme, le processus d'industrialisation en Algérie et au Brésil n'a pas suivi le parcours traditionnel de l'industrialisation des pays développés. Aucun d'eux n'est passé graduellement de l'économie artisanale à l'économie capitaliste. Au contraire, la transition s'est faite brusquement avec l'implantation massive de technologie adaptée et conçue pour les besoins industriels des pays développés. L'industrialisation subite ne laisse pas le temps aux économies nationales de se constituer un fond d'investissement solide pour développer une infrastructure proportionnelle au développement industriel. «En revanche, les technologies ainsi transférées entrent en contradiction avec les intérêts des pays sous-

développés quant à l'emploi, la satisfaction de leurs besoins fondamentaux ou la dynamique de leur développement¹³⁷.»

La sécurité des approvisionnements et la stabilité politique des pays du Sud ne sont pas les seuls facteurs importants aux yeux des acteurs économiques occidentaux. Le recours à d'autres moyens est alors envisagé pour munir les intérêts industriels du centre d'une protection commerciale face à la nouvelle concurrence de certains pays de la périphérie.

À la grande période de libéralisation qui débute à la fin de la Deuxième guerre mondiale et dure jusqu'à la crise pétrolière de 1973, suit une phase où le protectionnisme prend de l'ampleur. La fréquence des échanges internationaux subit une forte baisse : «En particulier, alors que le commerce mondial avait augmenté de 11 % en 1976, sa croissance ne fut que de 4 % en 1977, lorsque le protectionnisme eut augmenté¹³⁸». Depuis 1973, le commerce des produits manufacturés subit les effets du néo-protectionnisme. Les pays développés, notamment la communauté européenne et les États-Unis, utilisent l'aide publique à l'industrie et le dumping qui forcent les pays du sud à limiter leurs exportations de produits manufacturés surtout dans le domaine du textile et de l'acier.

Le Nord utilise ainsi plusieurs outils pour consolider ses intérêts économiques et pour préserver ses investissements contre les risques de dépréciation. La régulation internationale oriente les capitaux vers des régimes politiques stables et ouverts au libéralisme économique. Les principaux pays détenteurs de capitaux dirigent leurs investissements par l'entremise des firmes multinationales vers les pays les plus aptes à répondre aux exigences de la mise en valeur du capital.

Le Brésil lègue le contrôle d'une grande partie de ses ressources naturelles, accorde des conditions d'investissement très favorables aux intérêts capitalistes du centre. L'Algérie est dotée de politiques socialisantes et elle est par conséquent moins attirante aux capitaux du Nord. À la longue toutefois, le gouvernement algérien, captif de sa seule véritable ressource naturelle, se voit forcé de coopérer avec le capital international afin d'écouler son pétrole et ses produits dérivés.

Du protectionnisme au dumping en passant par l'aide à l'industrie et à l'encouragement aux exportations, le Nord parvient à assujettir le Brésil et l'Algérie à un mode de régulation proprement occidental-centriste. La protection des intérêts du centre et la garantie des investissements sont deux exigences de la régulation internationale qui vont de pair avec une autre caractéristique fondamentale du capitalisme : l'élargissement de la production.

Chapitre XI

L'élargissement de la production et l'acquisition des facteurs de production à moindre coûts

Le capital cherche à saisir la plus grande masse possible de plus-value à l'échelle de la planète. Il vise à faire des profits et à en disposer sans restriction. Après le boom économique d'après guerre qui a donné à l'Occident des taux de croissance exceptionnels, le cadre national devient trop restreint et ne répond plus aux critères de mise en valeur du capital. La crise du capitalisme est le résultat probable de l'appauvrissement de la masse des travailleurs combiné aux investissements massifs dans le capital physique en Occident. Le capital préconise alors le dépassement des frontières nationales.

Les pays industrialisés voient dans les pays peu ou pas industrialisés des zones potentiellement aptes à être exploitées. Les importateurs et producteurs des pays industrialisés recherchent non seulement des nouveaux débouchés mais aussi des conditions favorables à la production. Le capital s'intéresse alors aux pays du Sud, là où les ressources naturelles et la force de travail sont abondantes et très abordables. Il vise à compenser le marasme des économies du Nord qui met un frein à la croissance de la production et à la mise en valeur des investissements. Seule l'exportation du capital peut remédier à cette crise et permet aux différents intérêts du centre de se faire concurrence à un niveau plus large.

Les puissances capitalistes centrales les plus dynamiques bénéficient de toutes sortes de monopoles opérant à l'échelle mondiale, attirant à leur bénéfice les capitaux (...) et les progrès technologiques. De ce fait, l'accès

privilégié aux périphéries est un élément important dans la compétition entre les centres.¹³⁹

L'expansion mondiale des économies capitalistes est principalement réalisée par les firmes multinationales. Cette expansion s'étend du centre vers la périphérie, elle correspond à la recherche d'économies d'échelle et d'un accroissement du profit obtenu par l'exploitation d'une main-d'oeuvre et de matières premières bon marché. C'est la délocalisation de la production. «La multinationalisation des grandes firmes a favorisé des stratégies mondiales transnationales et des implantations industrielles dans les pays à bas coût de main-d'oeuvre, disposant de matières premières ou constituant des marchés porteurs¹⁴⁰.»

L'accumulation du capital à la périphérie est sous dépendance technologique ce qui favorise la concentration des revenus au profit des détenteurs de capital international. Le centre est donc le véritable lieu d'accumulation du capital. Le centre, par l'entremise de ses entreprises transnationalisées, profite de la division internationale du travail pour l'organisation et le partage de la production entre les diverses formations sociales de la périphérie.

Au sein même des économies semi-industrielles, les FMN empêchent la création de relations intrabranche pour pouvoir les réorganiser sous leur propre tutelle à l'échelle mondiale, toujours dans l'optique de maximiser les profits et, par conséquent, d'assurer la reproduction élargie du capital. «L'expansion mondiale du capitalisme est accompagnée d'une inégalité grandissante dans la répartition sociale à la périphérie¹⁴¹». Ce phénomène

est observable en Algérie et au Brésil où les firmes multinationales, en compartimentant l'économie, empêchent toute construction cohérente et intégrale du tissu industriel local.

Les «nouveaux pays industriels» seraient les jouets des firmes transnationales mettant en oeuvre, dans les ateliers délocalisés, des techniques mûres, souvent démodées afin d'approvisionner leurs réseaux mondiaux en produits à bon marché et de faire pression sur les salaires américains, européens ou japonais¹⁴².

Les firmes multinationales sont surtout engagées dans le secteur des matières premières, de l'énergie et de la métallurgie. La part du commerce qu'elles occupent à l'échelle planétaire croît sans arrêt. «Les ventes des 200 premières FMN représentent 26% du produit national brut mondial en 1984 (17% en 1960), ce qui représente une part plus grande que n'importe quel État, même les États-Unis¹⁴³.»

Le capital international, malgré sa prédominance et son pouvoir d'influence sur les États de la périphérie, demeure en principe soumis à la souveraineté de ces derniers. Les FMN ne sont donc pas à l'abri des lois et règles de conduite que peuvent leur imposer dans certains cas les pays hôtes. Les firmes réussissent toutefois à prendre des dispositions qui leur permettent de protéger leurs actifs. «Conscientes du danger d'expropriation, de nombreuses firmes multinationales protègent leurs investissements directs à l'étranger de la même façon qu'elles se couvrent sur les marchés des changes¹⁴⁴».

Ainsi les firmes visent à équilibrer leurs actifs matériels par des actifs immatériels en faisant des emprunts dans le pays hôte par exemple. La technologie, les secrets commerciaux et les gestionnaires envoyés sur place représentent également des actifs immatériels, donc facile à récupérer en cas d'expropriation.

Les stratégies d'implantation du capital laissent peu de marge de manoeuvre à la plupart des pays en développement. Certains États comme l'Algérie réussissent jusqu'à un certain degré à contrer les effets les plus négatifs de la multinationalisation telle que la perte de contrôle des ressources naturelles ou la mise en tutelle de secteurs industriels entiers. En ce qui concerne les pays qui s'ouvrent davantage au capital international tel le Brésil, il semble qu'ils subissent généralement des conséquences beaucoup plus négatives.

L'implantation du capital international sur le territoire des pays du Sud conduit spontanément ces derniers à accepter de se conformer aux exigences de mise en valeur du capital. Ils renoncent du même coup à une partie de leur souveraineté économique. L'élargissement de la production implique une évolution des termes de l'échange que l'inégalité des rapports de force centre/périphérie tend à détériorer.

Le centre injecte ses capitaux et sa technologie en échange de travail et de matières premières. À première vue, ce procédé semble profiter davantage aux pays du Sud. Or, la différence qualitative de type d'échange favorise en réalité les intérêts capitalistes du Nord car la plus-value que ponctionne le Nord est obtenue grâce au travail et aux ressources bon marché du Sud. «L'élévation de la qualification du travail, comme l'échange de capital physique et humain contre du travail non qualifié, aurait des effets favorables sur l'allocation des ressources et la croissance économique des pays développés¹⁴⁵». Par ailleurs, les retombées économiques et la création d'emplois qui résultent de l'augmentation des échanges entre le Nord et le Sud profitent davantage aux pays riches.

Les calculs font apparaître un effet d'emploi positif substantiel pour les pays de l'OCDE dans leurs échanges de produits manufacturés avec les pays en développement.(...) La croissance proportionnelle des échanges de produits manufacturés entre pays développés et pays en développement

créerait de nouveaux emplois dans la plupart des groupes d'industries des pays développés¹⁴⁶.

Dans les pays à économie autocentrée comme l'Algérie, les impératifs de l'accumulation interne ont tendance à influencer les relations avec l'extérieur. Dans les pays à économie extravertie comme le Brésil, on observe le contraire car ce sont les relations avec l'extérieur qui déterminent les modalités de l'accumulation interne.

Au Brésil, les capitaux étrangers s'associent de préférence à de grandes unités productives capables d'absorber la technologie. Dans un environnement où les intrants sont à meilleurs prix, les impôts moins élevés, les subventions gouvernementales généreuses et les frais de transports réduits, la concentration accélérée des capitaux s'inscrit dans le processus d'édification de grandes structures monopolistes. Les grandes entreprises nationales bénéficient des capitaux étrangers alors que la plupart des petites unités moins rentables aux yeux du capital mondial sont appelées à disparaître.

Le Brésil tenta de maintenir son taux de croissance en empruntant à l'extérieur et en augmentant la protection. La forte intensité en capital des projets de substitution à l'importation fit cependant augmenter les rapports capital-produit et entraîna une réduction du taux de croissance économique¹⁴⁷.

Les cultures de sucre, de café, de coton et de cacao sont très privilégiées au Brésil par le capital international. Ce dernier peut ainsi contrôler leur prix et leur mise en marché pour en faire des denrées très abordables. La détérioration constante des termes de l'échange de ces produits contribue à amputer une bonne partie du revenu national. Mais il n'y a pas que les produits agricoles qui subissent de fortes pressions au sein de l'économie mondiale.

Un des produits énergétiques les plus recherchés au monde est le pétrole. Quand l'Algérie décide de nationaliser son secteur pétrolier au lendemain de son indépendance, les grands trusts internationaux se mobilisent contre elle. En fin de compte, même si l'Algérie est allée au bout de l'étatisation, les firmes pétrolières étrangères n'en sont pas moins parvenues à imposer une baisse générale du prix de vente du pétrole algérien aux réseaux de distribution qui sont aux mains des pays du centre. Depuis, l'Algérie n'est plus totalement maître de ses exportations d'hydrocarbures.

Économiquement, les choix politiques de l'Algérie conduisent cette dernière à se distancer économiquement au maximum des pays les plus puissants d'Europe de l'Ouest, en particulier la France. Par exemple, les Algériens diversifient leurs fournisseurs d'automobiles et vers la fin des années soixante-dix, ils importent des voitures de la Roumanie, de l'Espagne, d'URSS et même du Brésil. Or, ces mêmes voitures sont en fait fabriquées dans ces pays sous licences française, allemande ou italienne, alors même que l'Algérie interdisait l'importation de véhicules français. L'exemple de l'industrie automobile illustre la capacité des grandes firmes à effectuer un élargissement international de leur production et à imposer leurs produits¹⁴⁸.

Chapitre XII

L'homogénéisation de la consommation et l'harmonisation de la production

L'élargissement de la production capitaliste semble influencer directement le type de consommation et de production que les pays de la périphérie adoptent. Les firmes multinationales se spécialisent dans la fabrication de produits de consommation de masse qui correspondent aux goûts et aux habitudes de vie des populations des pays riches. Or, ce sont ces mêmes produits que les FMN écoulent dans les pays du Sud sans se soucier des besoins spécifiques de ces pays. En fait, les firmes font en sorte que leurs produits deviennent des nécessités. Grâce à leur monopole et à la puissance du marketing, les FMN parviennent à créer des besoins dans les pays du sud qui correspondent aux produits dont elles détiennent l'exclusivité.

Par ailleurs, les pays de la périphérie qui désirent se tailler une place dans le marché des exportations doivent forcément orienter leurs industries locales vers la production de biens conformes à la demande du marché mondial, et ce, au détriment de la production et des besoins locaux. En outre, dans son rapport de 1993, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) déclare que les pays capables d'élever le niveau de leurs structures économiques et de leurs capacités technologiques dans le sens des besoins des FMN seront mieux placés pour participer à la division internationale du travail.

Les FMN donnent lieu à la polarisation des compétences. Elles concentrent leur production à plus haute valeur ajoutée dans les pays de la périphérie ayant la capacité de fournir une main-d'oeuvre qualifiée et des conditions avantageuses d'investissements et de rapatriement des profits. Les autres pays du Sud qui connaissent un niveau d'enseignement et de formation moins élevé sont utilisés pour des productions à moindre teneur technologique. «La hiérarchie des avantages comparatifs se joue sur la création de nouveaux produits sur lesquels les pays du Sud sont peu innovants¹⁴⁹.» Il est dans l'intérêt du centre de cantonner la périphérie dans des spécialisations qui concurrencent au minimum les industries du Nord.

Il est clair que les FMN ont manoeuvré de façon à rendre les marchés nationaux plus homogènes, maximisant ainsi leur économie d'échelle. En outre, les conditions de mise en valeur du capital et de son accumulation imposent aux pays à économies périphériques, comme le Brésil ou l'Algérie, une orientation particulière de la consommation vers les biens durables destinés aux classes sociales favorisées. Le développement industriel des pays du Sud n'agit favorablement sur l'activité économique des pays du centre que dans la mesure où il crée un élargissement de la demande mondiale de produits à haute teneur en capitaux.

En outre, les multinationales se caractérisent par des réseaux étendus de filiales, contrôlées par les sociétés-mères, qui utilisent souvent les outils locaux de production à des fins n'ayant aucun rapport avec les besoins de l'économie du pays d'accueil, notamment en ce qui concerne le choix des produits fabriqués et leurs caractéristiques techniques¹⁵⁰.

Les firmes multinationales réussissent à imposer à la population brésilienne des produits spécifiques à leur production souvent au détriment de la production domestique.

Un exemple frappant concerne la production de textiles synthétiques que les multinationales contrôlent au Brésil comme dans le reste du monde d'ailleurs. Les FMN parviennent en effet à vendre en plus grande quantité et à des prix beaucoup plus élevés leurs produits synthétiques au détriment des producteurs locaux qui fabriquent des tissus naturels¹⁵¹.

L'insertion dans l'économie mondiale crée en Algérie et au Brésil des conditions de développement difficiles. L'industrialisation force les deux pays à importer des équipements et des produits intermédiaires qu'ils doivent financer avec leur secteur d'exportation primaire. Or, comme le prix des exportations évolue à la baisse, il faut compenser par une augmentation de l'offre. Dans bien des cas, le pays ne contrôle pas la quantité de production en ce qui concerne les produits miniers ou pétroliers et, souvent, la structure agraire du pays ne permet pas non plus une augmentation de l'offre. Il s'ensuit un déficit alimentaire qui doit être comblé par l'importation. Pour les deux pays dont il est question ici, l'importation de vivres a doublé de 1960 au milieu des années soixante-dix. La vulnérabilité prend plusieurs facettes.

La variabilité des prix ainsi que l'homogénéité des produits rendent le secteur d'exportation primaire extrêmement difficile pour les pays du Sud. De plus, la valeur d'échange des produits alimentaires a baissé de 27 % depuis 1960. Ce qui explique pourquoi la production des denrées agricoles destinées à la consommation interne connaît une croissance beaucoup plus lente que celle des produits agricoles exportables¹⁵². Les systèmes des prix à la périphérie sont ajustés par le système mondialisé des valeurs et non pas par les conditions internes de la périphérie¹⁵³.

La transnationalisation des économies dans les deux pays crée une pression constante sur la balance des paiements. De nouvelles ressources financières sont alors nécessaires pour poursuivre le type de développement imposé par les modalités de l'économie mondiale et pour combler les déficits croissants. Le recours au système financier international devient par conséquent l'unique moyen de poursuivre le développement tel qu'il s'est imposé. Plus la dette s'aggrave, surtout en ce qui concerne le Brésil, et moins l'économie du pays est capable de résister à sa mise en tutelle par les circuits financiers et commerciaux mondiaux.

L'aide financière et l'assistance technique qui proviennent du Nord sont souvent assorties de conditions de réciprocité qui avantagent les pays «donneurs». Par exemple, en Algérie, l'aide étrangère est le plus souvent liée à l'importation de biens de ces pays. D'autre part, les monopoles du Nord, envers lesquels l'Algérie et le Brésil deviennent dépendants pour l'assistance technique et les biens d'équipement n'hésitent pas à facturer leurs contributions bien au-dessus des prix mondiaux¹⁵⁴.

La mondialisation de l'économie entraîne aussi la transnationalisation des dirigeants du Tiers-monde à laquelle ni l'Algérie ni le Brésil n'échappent. Dans les deux cas, la masse populaire est reléguée à l'aliénation économique et politique. À cause de sa disposition très libérale envers les capitaux étrangers, la bourgeoisie nationale du Brésil s'est transnationalisée plus rapidement que la bourgeoisie algérienne. La classe aisée du Brésil et celle de l'Algérie s'apparentent aux bourgeoisies du Nord du point de vue de leurs besoins de consommation et de leur rang social par rapport au reste de la population.

Un des paradoxes de l'économie sous-développée est que son système productif contient des segments qui opèrent à des niveaux technologiques différents comme si coexistaient en elle des époques distinctes. Les

groupes sociaux à hauts revenus requièrent une offre fondée sur des technologies complexes, alors que les grandes masses de population luttent pour l'accès aux biens considérés comme obsolètes, y compris des produits à technologie rudimentaire¹⁵⁵.

Les économies dominantes projettent une image de prospérité enviable par les pays du Sud ce qui les incite à s'engager dans la voie du développement à l'Occidental. C'est le cas du Brésil en particulier. Dès leur arrivée au pouvoir, les militaires procèdent à « la greffe sur une société pauvre d'un modèle de développement de consommation propre aux sociétés où la richesse par habitant est de beaucoup supérieure¹⁵⁶ ». L'objectif de l'État brésilien était de faire de la société brésilienne, une société moderne de consommation calquée des pays industrialisés. L'État finit par concilier ses objectifs de développement avec ceux du capital international.

Au Brésil, les domaines tels que les structures de production, de consommation, l'organisation des marchés et des systèmes financiers sont agencés avec le capital monopolistique. L'ampleur de transnationalisation de l'économie brésilienne rend difficile le contrôle des procès de production. En outre, le pays maîtrise peu sa production industrielle car la technologie et l'innovation de celle-ci appartiennent aux pays fournisseurs.

Face à la pénétration du capital international, les pays du Sud en général semblent incapables de soutenir une base industrielle qui leur soit propre.. Les États algérien et brésilien en particulier accusent une certaine impuissance devant le nouveau mode de consommation occidental qui accompagne la propagation des produits industriels du centre.

Chapitre XIII

L'intégration de la périphérie à l'économie mondiale

L'activité industrielle de l'ensemble des pays se déroule à l'intérieur d'un système économique mondialisé dont les règles de fonctionnement sont définies d'après les conditions de mise en valeur du capital. Stabilité politique, accessibilité aux ressources naturelles, main-d'oeuvre abondante et inféodée, fiscalité favorable sont autant d'éléments recherchés par les investisseurs.

Le pouvoir économique à l'échelle du globe appartient presque exclusivement aux pays du Nord, détenteurs de la majeure partie des moyens de production. Les pays en développement, en général, fournissent des matières premières et de la main d'oeuvre bon marché. L'asymétrie des rapports économiques entre le Nord et le Sud donne lieu à des inégalités croissantes entre les niveaux de développement des pays de la périphérie.

À cause de l'effet de sectorisation de la production capitaliste à l'échelle planétaire, l'intégration de l'Algérie et du Brésil à l'économie mondiale s'effectue de manière différenciée et en fonction de leurs avantages comparatifs. Il apparaît que le sous-développement découle de l'ajustement de la périphérie aux mutations et aux évolutions de centre.

Si la mondialisation est polarisante par nature, une stratégie de développement digne de ce nom doit trouver les moyens d'en limiter les pesanteurs, donc d'imposer un degré d'autonomie du procès de l'accumulation locale par rapport aux tendances lourdes de l'accumulation mondialisée.¹⁵⁷

La capacité à produire constitue la clé de toute libération économique. Ainsi, l'État national bourgeois tel qu'il s'est développé dans les pays avancés a pour rôle de maîtriser les conditions de l'accumulation en contrôlant la reproduction de la force de travail, les ressources naturelles, la technologie et le marché intérieur. Or, les pays de la périphérie font face à plusieurs obstacles qui limitent leur contrôle sur le processus de développement industriel. «Il est naïf de croire que le capitalisme mondial laisse une marge de manoeuvre suffisante aux économies périphériques pour qu'elles puissent devenir indépendantes¹⁵⁸.»

Le développement autonome des pays de la périphérie s'avère limité par la ponction de surplus par l'étranger, conséquence de la dégradation des termes de l'échange et de l'élargissement de la production. De plus, les échanges commerciaux tendent à accentuer le déséquilibre entre les formations sociales périphériques car les pratiques du commerce international sont reliées aux notions de préférences, de protectionnisme et d'intégration régionale.

La bourgeoisie de la périphérie étant incapable de maîtriser le processus de l'accumulation locale qui reste, de ce fait, un processus d'«ajustement» perpétuel aux contraintes de l'accumulation mondialisée, le projet de construction d'un État national bourgeois est, non seulement handicapé, par un facteur externe fondamentalement défavorable, mais rigoureusement impossible¹⁵⁹.

La recherche de débouchés et le besoin d'intrants peu coûteux pour l'industrie du centre impliquent l'élargissement de la production au delà des frontières des pays du Nord. Les firmes multinationales servent d'outils d'expansion du capital et elles transposent les modes de production des pays riches vers les pays pauvres. L'internationalisation des

modes de consommation, inoculée par les FMN, contraint la périphérie à s'intégrer aux circuits industriels et financiers du centre.

Les FMN jouissent d'une puissance sans égale grâce à l'argent et au monopole qui leur permettent d'obtenir les meilleures conditions de rendement possibles. La plupart des firmes profitent des besoins vitaux d'investissements des pays du Sud. Au Brésil, les firmes multinationales, ayant atteint les limites du développement du marché interne de ce pays, sont demeurées sur place pour créer leur surplus, mais elles se sont retournées vers le marché mondial là où les conditions d'investissement du surplus sont meilleures.

Le capital international a contribué à réajuster le système industriel pour le rendre plus compétitif sur le plan international. Les industries sont localisées selon les coûts de production, les dimensions de marché et les risques, au centre comme en périphérie.

Afin de profiter de facteurs de production bon marché, les monopoles du Nord maintiennent les prix des matières premières et de la main d'oeuvre à la baisse. «Les pays industrialisés sont organisés en oligopoles maîtrisant les prix¹⁶⁰». Les termes de l'échange sont largement défavorables aux pays dont la spécialité réside dans l'extraction de leurs ressources naturelles et dans la production de certaines denrées alimentaires. Quelques pays comme l'Algérie utilisent le pétrole comme monnaie d'échange, ce qui leur permet de soutenir plus facilement leurs industries locales. D'autres pays comme le Brésil ont recours à l'investissement massif par des intérêts étrangers dans les secteurs d'exportation.

L'Algérie, entre 1967 et 1978, ne dirige que 5 % de ses investissements industriels dans les branches de biens de production¹⁶¹. L'Algérie, pas plus que le Brésil, ne sont devenus autosuffisants en ce qui concerne ces produits. L'essentiel des biens

d'équipement nécessaires au fonctionnement des usines de ces deux pays provient des fournisseurs du Nord. En outre, l'innovation des technologies de production reste l'exclusivité des pays développés.

La régulation internationale s'est imposée à l'Algérie et au Brésil, leur confiant des rôles différents dans l'économie mondiale. L'Algérie se trouve contrainte d'écouler son pétrole sur le marché mondial selon des conventions largement définies par les intérêts du Nord. Toute la stratégie d'industrialisation algérienne dépend des termes de l'échange sur lesquels elle n'a pratiquement aucun contrôle. Se voyant obligée d'installer sur son territoire des usines et des procédés de production importés du Nord, l'Algérie perd petit à petit la maîtrise de sa production et s'ajuste progressivement aux critères du marché mondial. Le Brésil se soumet rapidement aux exigences de la régulation internationale en raison de son ouverture au capital international. Le Brésil se cantonne alors dans un rôle de fournisseur de matières premières et de main-d'oeuvre abondante au profit du capital qui tire parti des politiques favorables à l'investissement étranger. Les capitaux en provenance du Nord inondent le Brésil et contribuent à la construction d'une industrie considérablement axée sur les besoins de consommation du centre et qui, au niveau national, profite surtout aux classes aisées. L'Algérie et le Brésil répondent tous deux, à divers degrés, aux exigences de la régulation internationale dans la mesure où ces deux pays disposent d'une stabilité politique et de mesures fiscales qui protègent les investissements. De plus, le capital international s'implante sur le territoire de ces pays, y développe de nouveaux marchés (particulièrement au Brésil) et acquiert des facteurs de production à moindre coût qui lui permettent d'élargir la production. Enfin, le capital, en dominant les marchés, dicte les modes d'utilisation des biens et services, pousse à la

consommation et suscite des besoins dans les secteurs qui lui sont profitables. En créant de nouvelles sociétés de consommation dans ces pays, le capital s'applique à homogénéiser la consommation et à harmoniser la production conformément aux normes du marché mondial.

Conclusion

La régulation et l'intégration

L'analyse comparative utilisée dans le cadre de ce travail met en évidence les impasses du développement industriel de la périphérie à cause des déséquilibres, des goulets d'étranglement structurels, de la désarticulation sectorielle, de l'inégalité des échanges commerciaux et du rôle de l'État dans le processus de développement. Les blocages de l'industrialisation proviennent de l'écart croissant entre la technique traditionnelle et la technique moderne, de la concurrence avec les pays développés, et des limites de la substitution des importations et des exportations.

Au début des années soixante, les dirigeants de l'Algérie comme ceux du Brésil considèrent que les différents secteurs de l'industrie n'ont pas tous le même potentiel de développement. Dans les deux cas, l'industrie lourde est perçue comme étant le secteur le plus prometteur, celui qui a le plus d'effets d'entraînement sur les autres. Or, aucun de ces deux pays ne parvient réellement à créer sa propre technologie, pierre angulaire d'une industrialisation réussie. Ils se résignent tous deux à importer du centre des biens d'équipement et autres intrants à haute teneur technologique nécessaires au fonctionnement des usines.

Si la technologie moderne, conçue par les pays industrialisés, est adaptée aux besoins de ces derniers, elle ne l'est pas forcément pour les pays du Sud. Elle s'avère surdimensionnée par rapport aux marchés nationaux, crée peu d'emplois et donc peu de

demandes. Les pays du sud acquièrent cette technologie moderne développée par les pays industrialisés sans jamais véritablement en maîtriser les applications et le développement ultérieur. En fait, l'Algérie et le Brésil, comme bien d'autres pays de la périphérie, accusent une certaine incapacité à maîtriser l'usage de la technologie que les intérêts capitalistes implantent au Sud. Malgré l'installation d'usines «clés en main» ou «produits en main», et en dépit de la construction d'un complexe industriel relativement moderne dans ces deux pays, il n'existe pas de véritables transferts de technologie du Nord au Sud. L'Algérie et le Brésil dépendent en bonne partie des pays du centre pour le renouvellement des équipements, l'innovation des procédés de fabrication et l'amélioration des techniques; lesquels sont obtenus grâce aux échanges commerciaux.

Les matières premières et certains produits de transformation du Brésil, ainsi que le pétrole de l'Algérie constitue des monnaies d'échange indispensables pour soutenir l'industrie. Toutefois, la disponibilité des ressources n'est pas garante du développement. En effet, l'industrialisation des pays en développement, comme c'est le cas pour l'Algérie et le Brésil, ne crée pas forcément sa propre demande parce qu'une grande partie des inputs importés va augmenter l'offre mais ne contribuera pas à redistribuer les revenus pour stimuler la demande. Il y a donc une adéquation entre la taille des facteurs de production et la capacité d'absorption des marchés nationaux provoque un blocage structurel.

Les industries sont concentrées dans des zones urbaines où la main d'oeuvre est abondante au détriment des régions éloignées des centres où l'économie stagne. Le processus d'industrialisation de l'Algérie et du Brésil est un processus d'amont vers l'aval qui se caractérise principalement par la prédominance des industries lourdes. En outre,

l'industrialisation lourde «industrialisante» ne tend pas à dynamiser les régions par effet d'entraînement. Au contraire, on observe plutôt un renforcement des inégalités entre les régions.

En Algérie, des distorsions existent dans l'allocation du surplus tiré de la rente du pétrole. Le modèle d'industrialisation étatique adopté par ce pays s'épuise parce que les industries lourdes se heurtent aux limites du marché national et au manque de devises pour leur financement et qu'elles tendent à favoriser la formation brute de capital fixe en ponctionnant une part de ce surplus. L'allocation néfaste du surplus tiré de la rente ainsi qu'une carence d'argent frais presse le gouvernement algérien à s'orienter davantage vers les marchés externes.

Bien que l'insertion dans l'économie mondiale se soit avérée incontournable en ce qui concerne ces deux pays, elle s'est réalisée moins rapidement en Algérie qu'au Brésil. Le capital national se trouve mieux encadré en Algérie et il s'est internationalisé à un rythme plus lent qu'au Brésil. En outre, le degré d'insertion à l'économie mondiale diffère d'un pays en développement à l'autre, c'est le cas de l'Algérie et du Brésil dont le type de développement a déterminé l'insertion.

Au début des années soixante, l'Algérie et le Brésil affichent des positions distinctes dans la Division internationales du travail (DIT). Le Brésil s'insère dans des rapports économiques extérieurs hérités de la colonisation par les Portugais. Sa position dans les rapports de production à l'échelle planétaire depuis la Deuxième guerre mondiale évolue déjà en fonction des exigences de la mise en valeur du capital.

La cooptation du Brésil par le capital mondial n'empêche pas son industrialisation. Toutefois, le capital en détermine grandement les formes et il empêche le Brésil de créer des structures économiques orientées en fonction des besoins internes. De 1960 à 1980, à peu près tous les secteurs de l'économie brésilienne connaissent un déclin de production, sauf ceux de l'industrie lourde et de l'industrie chimique. Ces secteurs sont justement ceux dans lesquels le Brésil est le plus ouvert aux investissements étrangers.

L'internationalisation de l'économie brésilienne se traduit par la diffusion, depuis le centre, d'un régime à accumulation intensive à l'intérieur duquel la mise en valeur du capital est plus propice à la périphérie.

L'Algérie, quant à elle, est encadrée par des rapports coloniaux exclusifs, ce qui a sûrement facilité sa démarche d'autodétermination puisque sa position dans la D.I.T. ne dépend que de ces liens avec la France. Or, dès l'instant où l'Algérie accède à l'indépendance, il lui devient relativement plus facile de rompre les rapports qui la lient au pays colonisateur et de définir des stratégies de développement qui lui sont propres.

Dans les pays de la périphérie, il est généralement admis que le marché ne peut à lui seul effectuer l'accumulation et surtout l'allocation des facteurs de production. Le rôle de l'État dans la conception volontariste du développement est justifié pour amorcer le processus de la demande et de l'offre globale. Ainsi, l'État doit intervenir là où les marchés sont trop étroits et où les activités économiques de ces marchés sont déconnectées les unes des autres.

L'État algérien se fait entrepreneur et producteur de biens et services. Il élabore la construction d'infrastructures nécessaires à la production industrielle. C'est un acteur

direct qui planifie et met la priorité sur certains secteurs de l'économie. Sa politique industrielle découle d'une planification plus cohérente que celle de l'État brésilien.

En effet, la prise de contrôle des moyens de production en Algérie est plus radicale et plus rapide qu'au Brésil grâce à des politiques de développement introverti que la bourgeoisie d'État algérienne, relativement unie et dynamique, met en oeuvre. La bourgeoisie brésilienne, beaucoup moins cohérente et très rapidement transnationalisée, ne possède pas les moyens ni même la volonté de promouvoir une stratégie de développement qui réponde en priorité aux besoins internes du pays. En subordonnant les investissements étrangers à la stratégie de développement national, le degré d'autonomie interne de l'Algérie demeure beaucoup plus élevé qu'au Brésil.

Certes, l'Algérie ne refuse pas les investissements étrangers, mais elle prend considérablement plus de précautions que le Brésil pour les encadrer de manière à ce qu'ils servent le mieux possible les objectifs de développement autonome. L'Algérie adopte une stratégie d'ouverture minimale qui consiste à exporter pour financer les importations essentielles. Néanmoins, les capitaux étrangers qui entrent en Algérie, surtout sous forme d'assistance technique, maintiennent une certaine dépendance du pays face aux investissements étrangers.

La première hypothèse qui a orienté cette recherche se trouve donc, pour l'essentiel, confirmée. Grâce à ses politiques introverties, l'Algérie a résisté plus longtemps que le Brésil à l'insertion dans la division internationale de travail. La deuxième hypothèse est également confirmée. Bénéficiant d'une meilleure protection qu'au Brésil,

les industries algériennes de substitution des importations peuvent fournir une production mieux adaptée aux besoins domestiques.

Toutefois, la stratégie de résistance de l'Algérie ne répond pas suffisamment aux exigences du marché externe et mine les débouchés potentiels de la production nationale. Il semble que la substitution des importations conduit à un accroissement de la dépendance extérieure, car les biens de consommation ont tendance à être progressivement remplacés par des biens d'équipement.

L'intégration et l'articulation des branches de l'économie sont des objectifs difficilement atteignables parce que le capitalisme d'État, autant en Algérie qu'au Brésil, est soumis aux lois de l'économie mondiale et aux exigences de la mise en valeur du capital international. En outre, le capitalisme d'État tel qu'il s'est transformé au Brésil et en Algérie est devenu un outil non plus pour lutter contre le capital international, mais pour transformer des sociétés nationales publiques ou privées en entreprises capables d'affronter la concurrence internationale en se conformant aux exigences du marché mondial.

Cependant, en Algérie, comparativement au Brésil, l'industrie a atteint au cours des années 60 et 70 un niveau de développement relativement plus cohérent et plus contrôlé, à caractère national, grâce aux politiques économiques introverties adoptées pendant la période post-colonisatrice immédiate. La réappropriation de la rente pétrolière, la suppression de la grande propriété foncière et les plans de développement industriel constituent une véritable rupture avec la division internationale du travail héritée du colonialisme. Mais à long terme, le développement autonome voulu par l'Algérie n'a pas suffi pour former un surproduit mobilisable à l'accumulation interne et à la consommation.

Au Brésil, les modalités de contrôle des investissements sont beaucoup plus laxistes et les capitaux étrangers sont moins encadrés qu'en Algérie, ce qui donne libre accès à ces capitaux. Le Brésil adopte une stratégie de promotion des exportations en faisant appel aux capitaux extérieurs, en entretenant une main d'oeuvre à bas salaires, en émettant des politiques incitatives à l'exportation et en minimisant les obstacles à l'importation. Ce pays se dirige alors indubitablement dans des activités économiques qui répondent avant tout aux critères d'accumulation du centre, restreignant ainsi considérablement la marge de manoeuvre du Brésil par rapport à l'Algérie.

L'insertion plus rapide et moins contrôlée du Brésil au sein de la D.I.T. se traduit au début des années 80 par des distorsions sociales sensiblement plus graves qu'en Algérie. De plus, la dépendance croissante envers l'approvisionnement en produits du Nord est causée par un type d'industrialisation misant sur un développement accéléré, copié sur les modèles occidentaux (seuls les procédés techniques les plus élaborés peuvent être mis en valeur sur le marché mondial), qui n'a pas répondu aux besoins de la majorité de la population dans aucun des deux pays.

Autant en Algérie qu'au Brésil, l'objectif des gouvernement a été la croissance économique accélérée. Il fallait donc introduire dans l'industrie de ces deux pays des moyens de production intenses en capital afin de maximiser les rendements. Si cette stratégie a réussi à faire augmenter la production industrielle et les exportations de produits industriels de ces deux pays, elle les a inévitablement rendu dépendants de la technologie et des modèles de produits des pays industrialisés.

La déconnexion préconisée par l'Algérie vis-à-vis de l'économie mondiale, dont l'objectif était d'accroître le degré d'articulation intrinsèque de son économie domestique, entre en contradiction avec la nécessité d'intégrer internationalement l'économie pour palier aux blocages structurels internes. L'Algérie est confrontée à l'incompatibilité des exigences de la régulation internationale par rapport à son mode de gestion introvertie.

L'Algérie, à cause de son économie rentière, éprouve des difficultés qui bloquent son industrialisation et brident la construction d'un capital national indépendant. Cela se traduit par une insuffisante maîtrise technologique, une sous-utilisation des capacités de production, une dépendance extérieure découlant des importations de hautes technologies et une offre insuffisante de biens de consommation. L'Algérie s'intègre progressivement à l'économie mondiale par les importations de technologie et de biens de consommation et par l'exportation de produits pétroliers.

Dès l'instant où il y a exportation massive, il y a intégration au marché mondial et donc au capitalisme international car les cours des marchés d'exportation sont régents par les grandes FMN occidentales. Par conséquent, la structure de l'échange international correspond à la situation du marché international et elle est façonnée en fonction des conditions du marché. En outre, le pouvoir politique de ces deux pays ne peut maîtriser la structure de l'échange international pour satisfaire son économie nationale.

Sous la pression du capital international, le réalisme économique dans les deux pays a progressivement remplacé le nationalisme économique. L'Algérie se voit cantonnée dans un rôle de fournisseur d'hydrocarbures et de dérivés pétrochimiques, indispensables à l'industrie du centre alors que l'activité économique du Brésil est

principalement limitée au secteur primaire et à la production manufacturée à faible teneur technologique. La régulation internationale a contribué à divers degrés à accentuer l'extraversion des économies nationales de ces deux pays afin d'en modeler les propriétés, conformément aux exigences de la mise en valeur du capital à l'échelle internationale.

La régulation provoquerait la séparation progressive du social et de l'économique international au sein des formations sociales périphériques. Ce phénomène, par ailleurs, se manifesterait aussi dans les pays industrialisés. Cependant, ces derniers disposent d'une panoplie de mesures sociales qui, jusqu'à un certain point, camouflent les effets négatifs du clivage social/économique sur le développement de la société.

La dimension sociale du développement sur le plan international ne figure assurément pas parmi les propriétés du capitalisme mondial. Autant le social est un élément essentiel du développement autant il représente, pour les détenteurs du capital mondial, un obstacle à sa mise en valeur. Car la reconnaissance de cette dimension commande la remise en question des exigences de la régulation internationale axées uniquement sur la reproduction élargie du capital plutôt que sur la normalisation des rapports humains de production.

Il y a certainement un lien direct entre la dislocation sociale d'un pays et le type de développement qu'il emprunte. L'industrialisation ne semble pas apporter d'effets positifs sur l'ordre social algérien ou brésilien. On observe un écart grandissant entre la capacité de production interne et la capacité de consommation qui donne lieu à des inégalités entre les classes aisées et les classes marginalisées.

Le manque d'articulation entre le développement économique et l'évolution des rapports sociaux de production a certainement nui à la construction du tissu social de ces deux pays du sud. Le sous-développement se résumerait en une désintégration sectorielle et régionale, ainsi qu'en une désarticulation entre le social et l'économique.

L'industrialisation exigerait la mise en oeuvre simultanée d'un double processus économique et social. Dans ce contexte, l'évaluation du rôle de l'État dans le développement des formations sociales périphériques implique la conceptualisation de l'État comme un rapport social de production.

Références

-
- ¹ Durand, M.-F., Lévy, J., Retailé, D., *Le Monde : Espaces et systèmes*, Dalloz, Paris, 1992, pp. 15-35.
 - ² Ominami, C., *Le Tiers-Monde dans la crise*, La découverte, Paris, 1986, p. 126.
 - ³ Ibid., p. 128.
 - ⁴ Ibid., p. 131.
 - ⁵ Ibid., p. 143.
 - ⁶ Grellet, Gérard, «Pourquoi les pays en voie de développement ont-ils des rythmes de croissance aussi différents?», *Tiers-Monde*, n° 129, janvier-mars 1992, p. 40.
 - ⁷ Szentes, Tamas, *Économie politique du sous-développement*, Éditions l'Harmattan, Paris, 1986, p. 400.
 - ⁸ Ibid., p. 401.
 - ⁹ Ibid., p. 402.
 - ¹⁰ Ibid., pp. 406-407.
 - ¹¹ Belvaude, Catherine, *L'Algérie*, Éditions Karthala, Paris, 1991, p. 73.
 - ¹² Écrément, Marc, *Indépendance politique et libération économique-Un quart de siècle du développement de l'Algérie*, Presses Universitaires de Grenoble, 1986, pp.18-19.
 - ¹³ Raffinot, Marc, Jacquemot, Pierre, *Le capitalisme d'État algérien*, François Maspero, Paris, 1977, pp. 65-68.
 - ¹⁴ Schnetzler, Jacques, *Le développement algérien*, Masson, Paris, 1981, p. 91.
 - ¹⁵ Rouadjia, Ahmed, *Grandeur et décadence de l'État algérien*, Éditions Karthala, Paris, 1994, p. 172.
 - ¹⁶ Écrément, Marc, *Indépendance politique et libération économique-Un quart de siècle du développement de l'Algérie*, Presses Universitaires de Grenoble, 1986,

p. 34.

- 17 Raffinot, Marc, Jacquemot, Pierre, *Le capitalisme d'État algérien*, François Maspero, Paris, 1977, p. 120.
- 18 Temmar, Hammid, *Structure et modèle de développement de l'Algérie*, S.N.E.D., Alger, 1974, p. 260.
- 19 Gauthier, Yves, Kermarec, Joël, *Naissance et croissance de la République algérienne démocratique et populaire*, Marketing, Paris, 1978, p.60.
- 20 Evans, Peter, *Dependent Development - The Alliance of Multinational, State, and Local Capital in Brazil*, Princeton University Press, Princeton, 1979, pp. 102-103
- 21 Castella, P. *La production brésilienne de biens d'équipement et le développement industriel du Brésil de 1950 à 1975*, O.R.S.T.O.M., Paris, 1977, tableau 23.
- 22 Baer, Werner, *The Brazilian Economy*, Praeger, New York, 1989, p. 245.
- 23 Ibid., p. 249.
- 24 Pebayle, Raymond, *Le Brésil*, Presse Universitaire de France, Paris, 1992, p. 33.
- 25 de Andrade, Raymundo; Dussault, Paul-Normand; Mellos, Koula et Miguelez, Roberto, *L'idéologie et la reproduction du capital*, Éditions de l'université d'Ottawa, 1986, pp. 114-115.
- 26 Baer, Werner, *op. cit.*, p. 246.
- 27 Schooyans, Michel, *Demain, le Brésil*, Les Éditions du Cerf, Paris, 1977, pp. 92-94.
- 28 Jaguaribe, Helio, *Economic and Political Development: A Theoretical Approach & A Brazilian Case Study*, Harvard University Press, Cambridge, 1968.
- 29 Evans, Peter, *op. cit.*, p. 96 et Schnetzler, Jacques, *Le développement algérien*, Masson, Paris, 1981, p. 221.
- 30 Taltha, Lardi, «Économie de guerre en Algérie», dans *Le Monde diplomatique*, n°461, août 1992, p.10.
- 31 Temmar, Hammid, *op. cit.*, p. 205.
- 32 Ibid., p. 232.

-
- ³³ Ibid., p. 217.
- ³⁴ Écrément, Marc, *Indépendance politique et libération économique-Un quart de siècle du développement de l'Algérie*, Presses Universitaires de Grenoble, 1986, p. 165.
- ³⁵ Ammour, Kader; Leucate, Christian et Moulin, Jean-Jacques, *La voie algérienne - Les contractions d'un développement national*, Maspero, Paris 1974, p. 65.
- ³⁶ Temmar, Hammid, *Structure et modèle de développement de l'Algérie*, S.N.E.D., Alger, 1974, p. 231.
- ³⁷ Ibid, p. 225.
- ³⁸ Schnetzler, Jacques, *Le développement algérien*, Masson, Paris, 1981, p. 89.
- ³⁹ Talha, Lardi, «Économie de guerre en Algérie», dans *Le Monde diplomatique*, n°461, août 1992, p. 10.
- ⁴⁰ Greffe, Xavier, *Science économique et développement endogène*, Unesco, Paris, 1986, p. 87.
- ⁴¹ Ibid., p. 82.
- ⁴² Marc Écrément, *op. cit.*, p. 213.
- ⁴³ Ibid., p. 21.
- ⁴⁴ Gauthier, Yves, Kermarec, Joël, *Naissance et croissance de la République algérienne démocratique et populaire*, Marketing, Paris, 1978, p. 63.
- ⁴⁵ Furtado, Celso, *Le Brésil après le miracle*, Éditions de la Maison de l'homme Paris, 1987, p. 110.
- ⁴⁶ Duquette, Michel, *Grand Seigneurs et multinationales - L'économie politique de l'éthanol au Brésil*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1989, p. 3.
- ⁴⁷ Pebayle, Raymond, *Le Brésil*, Presse Universitaire de France, Paris, 1992, p. 42.
- ⁴⁸ Duquette, Michel, *op. cit.*, p. 9.
- ⁴⁹ Furtado, Celso, *op. cit.*, p. 11.

-
- ⁵⁰ Fritsch, Winston et Franco, Gustavo, *L'investissement étranger direct au Brésil : Son incidence sur la restructuration industrielle*, OCDE, Paris, 1991, p. 30.
- ⁵¹ Dowbor, Ladislau, *La formation du capitalisme dépendant au Brésil*, Éditions Anthropos, Paris, 1981, p. 14.
- ⁵² Alschuler, Lawrence, R., «Les acteurs transnationaux dans le développement latino-américain», dans *Études internationales*, n°2, juin 1986, p. 311.
- ⁵³ The World Bank, *Trends in Developing Economies 1992*, World Bank, Washington, p. 10.
- ⁵⁴ Temmar, Hammid, *Structure et modèle de développement de l'Algérie*, S.N.E.D., Alger, 1974, p. 256.
- ⁵⁵ Ibid., p. 257.
- ⁵⁶ Raffinot, Marc, Jacquemot, Pierre, *Le capitalisme d'État algérien*, François Maspero, Paris, 1977, p. 246.
- ⁵⁷ Talha, Lardi, «Économie de guerre en Algérie», dans *Le Monde diplomatique*, n°461, août 1992, p. 10.
- ⁵⁸ Akkache, Ahmed, *Capitaux étrangers et libération économique : L'expérience algérienne*, Maspero, Paris, 1971, p. 109.
- ⁵⁹ Castella, P., *La production brésilienne de biens d'équipement et le développement industriel du Brésil de 1950 à 1975*, O.R.S.T.O.M., Paris, 1977, p. 23.
- ⁶⁰ Fritsch, Winston et Franco, Gustavo, *L'investissement étranger direct au Brésil : Son incidence sur la restructuration industrielle*, OCDE, Paris, 1991, p. 28.
- ⁶¹ Théry, Hervé, *Le Brésil*, Masson, Paris, 1989, pp. 76 et 195.
- ⁶² Fritsch, Winston et Franco, Gustavo, *op. cit.*, p. 30.
- ⁶³ Holly, Daniel, A., «L'Amérique Latine dans le système mondial 1950-1980» dans *Études internationales*, n°2, juin 1986, p. 339.
- ⁶⁴ Pedayle, Raymond, *Le Brésil*, Presse Universitaire de France, Paris, 1992, p. 120.
- ⁶⁵ Baer, Werner, *The Brazilian Economy*, Praeger, New York, 1989, p. 200.
- ⁶⁶ Castella, P. *op. cit.*, tableau 23.

-
- ⁶⁷ Michalet, Charles-Albert, *Le défi du développement indépendant*, Les Éditions Rochevignes, Paris, 1983, p. 58.
- ⁶⁸ *Le Point*, 11 septembre 1993, n° 1095, p. 12.
- ⁶⁹ Raffinot, Marc et Jacquemot, Marc, *op. cit.*, p. 162.
- ⁷⁰ Schnetzler, Jacques, *Le développement algérien*, Masson, Paris, 1981, p. 158.
- ⁷¹ *Ibid.*, p. 158.
- ⁷² Benissad, M., E., *Économie du développement de l'Algérie*, Économica, Paris, 1982, p. 251.
- ⁷³ The World Bank, *Trends in Developing Economies 1992*, World Bank, Washington, p. 12.
- ⁷⁴ Pebayle, Raymond, *Le Brésil*, Presse Universitaire de France, Paris, 1992, p. 44.
- ⁷⁵ Andreff, Wladimir, «Endettement et investissement direct étranger dans le Tiers-monde», dans *Économisme et humanisme*, n°297, 1987, p. 37.
- ⁷⁶ Raffinot, Marc, *La dette des tiers mondes*, Éditions La Découvertes, Paris, 1993, p. 24.
- ⁷⁷ Raffinot, Marc et Jacquemot, Pierre, *Accumulation et développement-Dix études sur les économies du Tiers-Monde*, Éditions l'Harmattan, Paris, 1985, p. 303.
- ⁷⁸ Raffinot, Marc, Jacquemot, Pierre, *Le capitalisme d'État algérien*, François Maspero, Paris, 1977, p. 152.
- ⁷⁹ Goumeziane, Smaïl, *Le mal algérien*, Fayard, Paris, 1994, p. 37.
- ⁸⁰ Brahimi, Abdelhamid, *Stratégie de développement pour l'Algérie*, Éditions Economica, Paris, 1991, p. 90.
- ⁸¹ *Ibid.*, p. 91.
- ⁸² Goumeziane, Smaïl, *Le mal algérien*, Fayard, Paris, 1994, p. 68.
- ⁸³ *Ibid.*, p. 70.
- ⁸⁴ Brahimi, Abdelhamid, *op. cit.*, p. 104.

-
- ⁸⁵ Said-Amer, Tayeb, *Le développement industriel de l'Algérie*, Anthropos, Paris, 1981, p. 111.
- ⁸⁶ de Villers, Gauthier, *L'État démiurge - Le cas algérien*, L'Harmattan, Paris, 1987, pp. 126-147.
- ⁸⁷ Said-Amer, Tayeb, *op. cit.*, p. 91.
- ⁸⁸ Benissad, M., E., *Économie du développement de l'Algérie, 1962-1982*, Économica, Paris, 1982, p. 148.
- ⁸⁹ Rabah, Abdou, «Les déséquilibres de l'économie Algérienne» dans *L'Algérie et la Modernité*, sous la direction de Ali El-Kenz, Cordesria, Dakar, 1989, p.133.
- ⁹⁰ Goumeziane, Smaïl, *Le mal algérien*, Fayard, Paris, 1994, p. 68.
- ⁹¹ Raffinot, Marc, Jacquemot, Pierre, *Le capitalisme d'État algérien*, François Maspero, Paris, 1977, p. 172.
- ⁹² de Villers, Gauthier, *L'État démiurge - Le cas algérien*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1987, p. 152.
- ⁹³ Comelieu, Chritian et Sachs, Ignacy, *Histoire, culture, styles de développement - Brésil et Inde*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1988, p. 71.
- ⁹⁴ Coes, Donald, V., *Macroeconomic Crises, Policies and Growth in Brazil, 1964-90*, The world Bank, 1995, p. 143.
- ⁹⁵ Pebayle, Raymond, *Le Brésil*, Presse Universitaire de France, Paris, 1992, p. 34.
- ⁹⁶ Comelieu, Chritian et Sachs, Ignacy, *op. cit.*, p. 62.
- ⁹⁷ Ruellan, Denis et Ruellan, Alain, *Le Brésil*, Éditions Karthala, Paris, 1989, p. 15.
- ⁹⁸ Coes, Donald, V., *op. cit.*, p. 109.
- ⁹⁹ Benissad, M., E., *Économie du développement de l'Algérie, 1962-1982*, Économica, Paris, 1982, p. 184.
- ¹⁰⁰ Ibid., p. 186.
- ¹⁰¹ Ibid., p. 266.

-
- ¹⁰² Furtado, Celso, *Globalisation et exclusion - Le cas du Brésil*, Publisub, Paris, 1995, p. 45.
- ¹⁰³ Dumont, René, Motin, Marie-France, *Le mal-développement en Amérique latine*, Éditions du Seuil, Paris, 1983, p. 181.
- ¹⁰⁴ Comeliau, Chritian et Sachs, Ignacy, *Histoire, culture, styles de développement - Brésil et Inde*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1988, p. 82.
- ¹⁰⁵ OCDE, *Intégration des pays en voie de développement dans le système commercial international*, Paris, 1992, p. 60.
- ¹⁰⁶ Furtado, Celso, *Le Brésil après le miracle*, Éditions de la Maison des science de Paris, p. 119.
- ¹⁰⁷ Écrément, Marc, *Indépendance politique et libéralisation économique*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1986, p. 95.
- ¹⁰⁸ de Villers, Gauthier, *L'État démiurge - Le cas algérien*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1987, p. 147.
- ¹⁰⁹ Ibid., p. 125.
- ¹¹⁰ Goumeziane, Smaïl, *Le mal algérien*, Fayard, Paris, 1994, p. 75.
- ¹¹¹ Ibid., p. 74.
- ¹¹² Wirth, John, *State and Society in Brazil - Continuity and Change*, Westview Press, Boulder, 1987, tableau 1.2, p. 17.
- ¹¹³ Ibid., p. 79.
- ¹¹⁴ Castella, P., *La production brésilienne de biens d'équipement et le développement industriel du Brésil de 1950 à 1975*, O.R.S.T.O.M., Paris, 1977, p. 35.
- ¹¹⁵ Ruellan, Denis et Ruellan, Alain, *Le Brésil*, Éditions Karthala, Paris, 1989, p. 14.
- ¹¹⁶ Schooyans, Michel, *Demain le Brésil ? Militarisme et technocratie*, Cerf, Paris, 1977, p. 117.
- ¹¹⁷ Dowbor, Ladislau, *La formation du capitalisme dépendant au Brésil*, Éditions Anthropos, Paris, 1981, p. 216

-
- ¹¹⁸ Citation de Ignacy Sachs dans Comeliau, Chritian et Sachs, Ignacy, *Histoire, culture, styles de développement - Brésil et Inde*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1988, p. 73.
- ¹¹⁹ Ruellan, Denis et Ruellan, Alain, *Le Brésil*, Éditions Karthala, Paris, 1989, p. 61.
- ¹²⁰ Dowbor, Ladislau, *La formation du capitalisme dépendant au Brésil*, Éditions Anthropos, Paris, 1981, p. 214.
- ¹²¹ Salama, Pierre, *Le procès du sous-développement*, Mapéro, Paris, 1972, p. 20.
- ¹²² Duquette, Michel, *Grand Seigneurs et multinationales - L'économie politique de l'éthanol au Brésil*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1989, page 39.
- ¹²³ Baer, Werner, *The Brazilian Economy*, Praeger, New York, 1989, p. 201.
- ¹²⁴ Ibid., p. 257.
- ¹²⁵ Castella, P., *La production brésilienne de biens d'équipement et le développement industriel du Brésil de 1950 à 1975*, O.R.S.T.O.M., Paris, 1977, p. 14.
- ¹²⁶ de Andrade, Raymundo; Dussault, Paul-Normand; Mellos, Koula et Miguelez, Roberto, *l'idéologie et la reproduction du capital*, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1986, p. 111.
- ¹²⁷ Ruellan, Denis et Ruellan, Alain, *op. cit.*, p. 44.
- ¹²⁸ Albagli, Claude, *Économie du développement, typologie des enjeux*, Éditions Litec, 1991, p. 78.
- ¹²⁹ Munger, Raymond, *Relations économiques internationales*, Éditions Études Vivantes, Québec, 1991, p. 315.
- ¹³⁰ Albagli, Claude, *op. cit.*, p. 233.
- ¹³¹ Amin, Samir, *La faillite du développement en Afrique et dans le Tiers-Monde*, L'Harmattan, Paris, 1989, p. 81.
- ¹³² Lavigne, Marie, Renversez, Françoise, *Régulation et division internationale du travail*, Économica, Paris, 1979, p. 30.
- ¹³³ Grou, Pierre, *L'aventure économique : de l'australopithèque aux multinationales : essai sur l'évolution économique*, L'Harmattan, Paris, 1987, p. 123.

-
- ¹³⁴ Judet, Pierre, *Les nouveaux pays industriels*, Les Éditions ouvrières, Paris, 1986, p. 76.
- ¹³⁵ Balassa, Bela, *Les nouveaux pays industrialisés dans l'économie mondiale*, Économica, Paris, 1986, p. 56.
- ¹³⁶ Amin, Samir, *La faillite du développement en Afrique et dans le Tiers-Monde*, L'Harmattan, Paris, 1989, p. 92.
- ¹³⁷ Byé, Maurice, *Relations économiques internationales*, Dalloz, Paris, 1987, p. 776.
- ¹³⁸ Balassa, Bela, *op. cit.*, p. 156.
- ¹³⁹ Amin, Samir, *Mondialisation et accumulation*, l'Harmattan, Paris, 1993, p. 33.
- ¹⁴⁰ Hugon, Philippe, dans Gern, Jean-Pierre (sous la direction de), *Économies en transition*, Maisonneuve & Larose, Paris, 1995, p. 97.
- ¹⁴¹ Amin, Samir, *La faillite du développement en Afrique et dans le Tiers-monde*, L'Harmattan, Paris, 1989, p. 246.
- ¹⁴² Judet, Pierre, *op. cit.*, page 105.
- ¹⁴³ Munger, Raymond, *Relations économiques internationales*, Éditions Études Vivantes, Québec, 1991, p. 202.
- ¹⁴⁴ Lindert, Peter, H., *Économie internationale*, 8e édition, Économica, Paris, 1989, page 745.
- ¹⁴⁵ Balassa, Bela, *op. cit.*, p.246.
- ¹⁴⁶ Ibid., p.231.
- ¹⁴⁷ Ibid., p. 30.
- ¹⁴⁸ Judet, Pierre, *op. cit.*, p. 29.
- ¹⁴⁹ Hugon, Philippe, dans Gern, Jean-Pierre (sous la direction de) *Économies en transition*, Maisonneuve & Larose, Paris, 1995, p. 62.
- ¹⁵⁰ Nasbaumer, Jacques, *L'enjeu du dialogue Nord-Sud*, Economica, Paris, 1981, page 175.

-
- ¹⁵¹ Castella, P., *La production brésilienne de biens d'équipement et le développement industriel du Brésil de 1950 à 1975*, O.R.S.T.O.M., Paris, 1977, p. 37.
- ¹⁵² Salama, Pierre, «Brésil : Un tournant ? Considération sur l'industrialisation et la désindustrialisation », dans *Revue Tiers-Monde*, n° 115, 1988, p. 999.
- ¹⁵³ Amin, Samir, *La faillite du développement en Afrique et dans le Tiers-Monde*, L'Harmattan, Paris, 1989, p. 246.
- ¹⁵⁴ Brahimi, Abdelhamid, *Stratégie de développement pour l'Algérie : Défis et enjeux*, Economica, Paris, 1991, p. 154.
- ¹⁵⁵ Furtado, Celso, *Globalistion et exclusion, le cas du Brésil*, Publisud, Paris, 1995, page 58.
- ¹⁵⁶ Écrément, Marc, *Indépendance politique et libération économique-Un quart de siècle du développement de l'Algérie*, Presses Universitaires de Grenoble, 1986, p. 19.
- ¹⁵⁷ Amin, Samir, *Mondialisation et accumulation*, l'Harmattan, Paris, 1993., p. 351.
- ¹⁵⁸ Schnetzler, Jacques, *Le développement algérien*, Masson, Paris, 1981, p. 84.
- ¹⁵⁹ Amin, Samir, *La faillite du développement en Afrique et dans le Tiers-Monde*, L'Harmattan, Paris, 1989, p. 246.
- ¹⁶⁰ Albagli, Claude, *Économie du développement, typologie des enjeux*, Éditions Litec, 1991, p. 226.
- ¹⁶¹ Brahimi, Abdelhamid, *Op.Cit*, p. 132.

Bibliographie

Akkache, Ahmed, *Capitaux étrangers et libération économique : L'expérience algérienne*, Maspero, Paris, 1971.

Alschuler, Lawrence, R., «Les acteurs transnationaux dans le développement latino-américain», dans *Études internationales*, n°2, juin 1986.

Albagli, Claude, *Économie du développement, typologie des enjeux*, Éditions Litec, 1991.

Amin, Samir, *La faillite du développement en Afrique et dans le Tiers-Monde*, L'Harmattan, Paris, 1989.

Amin, Samir, *Mondialisation et accumulation*, l'Harmattan, Paris, 1993.

Ammour, Kader; Leucate, Christian et Moulin, Jean-Jacques, *La voie algérienne - Les contractions d'un développement national*, Maspero, Paris 1974.

Andreff, Wladimir, «Endettement et investissement direct étranger dans le Tiers-monde», dans *Économisme et humanisme*, n°297, 1987.

Baer, Werner, *The Brazilian Economy*, Praeger, New York, 1989.

Balassa, Bela, *Les nouveaux pays industrialisés dans l'économie mondiale*, Economica, Paris, 1986.

Belvaude, Catherine, *L'Algérie*, Éditions Karthala, Paris, 1991.

Benissad, M., E., *Économie du développement de l'Algérie, 1962-1982*, Economica, Paris, 1982

Brahimi, Abdelhamid, *Stratégie de développement pour l'Algérie*, Éditions Economica, Paris, 1991.

Byé, Maurice, *Relations économiques internationales*, Dalloz, Paris, 1997.

Castella, P. *La production brésilienne de biens d'équipement et le développement industriel du Brésil de 1950 à 1975*, O.R.S.T.O.M., Paris, 1977.

Coes, Donald, V., *Macroeconomic Crises, Policies and Growth in Brazil, 1964-90*, The World Bank, 1995.

Comeliau, Christian et Sachs, Ignacy, *Histoire, culture, styles de développement - Brésil et Inde*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1988.

de Andrade, Raymundo; Dussault, Paul-Normand; Mellos, Koula et Miguelez, Roberto, *L'idéologie et la reproduction du capital*, Éditions de l'université d'Ottawa, 1986.

Denis, Jean-Émile (sous la direction de), *Principes de gestion nord-américains - Application aux pays socialistes en voie de développement-Le cas de l'Algérie*, Les Presses de Montréal, Montréal, 1980.

de Villers, Gauthier, *L'État démiurge-Le cas algérien*, L'Harmattan, Paris, 1987.

Dowbor, Ladislau, *La formation du capitalisme dépendant au Brésil*, Éditions Anthropos, Paris, 1981.

Dumont, René et Motin, Marie-France, *Le mal-développement en Amérique Latine*, Éditions du Seuil, Paris, 1983.

Duquette, Michel, *Grand Seigneurs et multinationales - L'économie politique de l'éthanol au Brésil*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1989.

Durand, M.-F., Lévy, J., Retaillé, D., *Le Monde : Espaces et systèmes*, Dalloz, Paris, 1992.

Écrément, Marc, *Indépendance politique et libération économique-Un quart de siècle du développement de l'Algérie*, Presses Universitaires de Grenoble, 1986.

Evans, P.B., «The Military, the Multinationals and the Miracle: The political Economy and the Brazilian Model of Development», in *Studies in Comparative International Development*, vol. 9, n°3, automne 1974.

Evans, Peter, *Dependent Development - The Alliance of Multinational, State, and Local Capital in Brazil*, Princeton University Press, Princeton, 1979.

Fritsch, Winston et Franco, Gustavo, *L'investissement étranger direct au Brésil : Son incidence sur la restructuration industrielle*, OCDE, Paris, 1991.

Furtado, Celso, *Globalisation et exclusion - Le cas du Brésil*, Publisud, Paris, 1995.

Furtado, Celso, *Le Brésil après le miracle*, Éditions de la Maison de l'homme Paris, Paris, 1987.

Gauthier, Yves, Kermarec, Joël, *Naissance et croissance de la République algérienne démocratique et populaire*, Marketing, Paris, 1978.

- Goumeziane, Smail, *Le mal algérien*, Fayard, Paris, 1994.
- Grefte, Xavier, *Science économique et développement endogène*, Unesco, Paris, 1986.
- Grellet, Gérard, «Pourquoi les pays en voie de développement ont-ils des rythmes de croissance aussi différents?», *Tiers-Monde*, n° 129, janvier-mars 1992.
- Grou, Pierre, *L'aventure économique*, L'Harmattan, Paris, 1987.
- Holly, Daniel, A., «L'Amérique Latine dans le système mondial 1950-1980» dans *Études internationales*, n°2, juin 1986.
- Hugon, Philippe, dans Gern, Jean-Pierre (sous la direction de), *Économies en transition*, Maisonneuve & Larose, Paris, 1995.
- Jaguaribe, Helio, *Economic and Political Development: A Theoretical Approach & A Brazilian Case Study*, Harvard University Press, Cambridge, 1968.
- Judet, Pierre, *Les nouveaux pays industriels*, Les Éditions ouvrières, Paris, 1986.
- Lavigne, Marie, Renversez, Françoise, *Régulation et division internationale du travail*, Économica, Paris, 1979.
- Le Point*, 11 septembre 1993, n° 1095.
- Lindert, Peter, H., *Économie internationale*, 8e édition, Économica, Paris, 1989.
- Michalet, Charles-Albert, *Le défi du développement indépendant*, Les Éditions Rochevignes, Paris, 1983.
- Munger, Raymond, *Relations économiques internationales*, Éditions Études Vivantes, Québec, 1991.
- Nasbaumer, Jacques, *L'enjeu du dialogue Nord-Sud*, Économica, Paris, 1981.
- OCDE, *Intégration des pays en voie de développement dans le système commercial international*, Paris, 1992.
- Ominami, C., *Le Tiers-Monde dans la crise*, La découverte, Paris, 1986.
- Pebayle, Raymond, *Le Brésil*, Presse Universitaire de France, Paris, 1992.
- Rabah, Abdou, «Les déséquilibres de l'économie algérienne», dans *L'Algérie et la Modernité*, sous la direction d'Ali El-Kenz, Cordesria, Dakar, 1989.

Raffinot, Marc, *La dette des tiers mondes*, Éditions La Découvertes, Paris, 1993.

Raffinot, Marc et Jacquemot, Pierre, *Accumulation et développement-Dix études sur les économies du Tiers-Monde*, Éditions l'Harmattan, Paris, 1985.

Raffinot, Marc, Jacquemot, Pierre, *Le capitalisme d'État algérien*, François Maspero, Paris, 1977.

Rouadjia, Ahmed, *Grandeur et décadence de l'État algérien*, Éditions Karthala, Paris, 1994.

Ruellan, Denis et Ruellan, Alain, *Le Brésil*, Éditions Karthala, Paris, 1989.

Said-Amer, Tayeb, *Le développement industriel de l'Algérie*, Anthropos, Paris, 1981.

Salama, Pierre, *Le procès du sous-développement*, Mapéro, Paris, 1972.

Salama, Pierre, «Brésil : Un tournant ? Considération sur l'industrialisation et la désindustrialisation», dans *Revue Tiers-Monde*, n° 115, 1988.

Schnetzler, Jacques, *Le développement algérien*, Masson, Paris, 1981.

Schooyans, Michel, *Demain, le Brésil*, Les Éditions du Cerf, Paris, 1977.

Szentes, Tamas, *Économie politique du sous-développement*, Éditions l'Harmattan, Paris, 1986.

Taltha, Lardi, «Économie de guerre en Algérie», dans *Le Monde diplomatique*, n°461, août 1992.

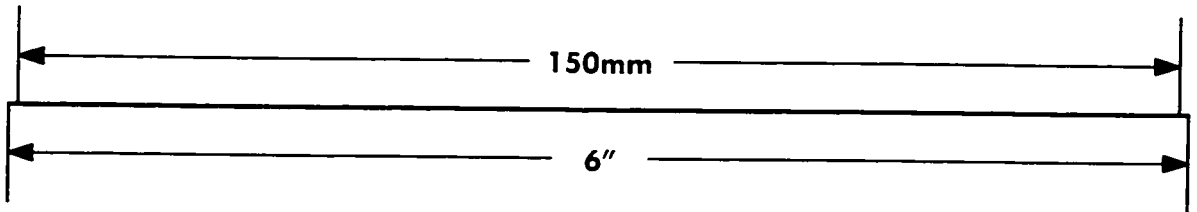
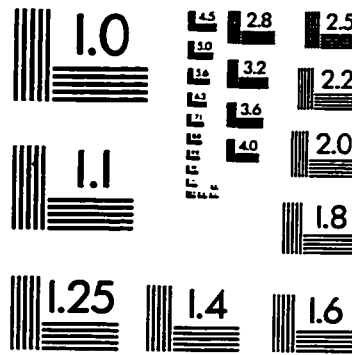
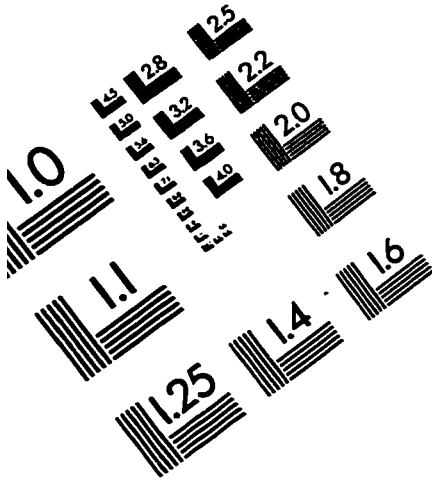
Temmar, Hammid, *Structure et modèle de développement de l'Algérie*, S.N.E.D., Alger, 1974.

Théry, Hervé, *Le Brésil*, Masson, Paris, 1989.

The World Bank, *Trends in Developing Economies 1992*, The World Bank, Washington, 1992.

Wirth, John, *State and Society in Brazil - Continuity and Change*, Westview Press, Boulder, 1987.

IMAGE EVALUATION TEST TARGET (QA-3)



APPLIED IMAGE, Inc
1653 East Main Street
Rochester, NY 14609 USA
Phone: 716/482-0300
Fax: 716/288-5989

© 1993, Applied Image, Inc., All Rights Reserved

